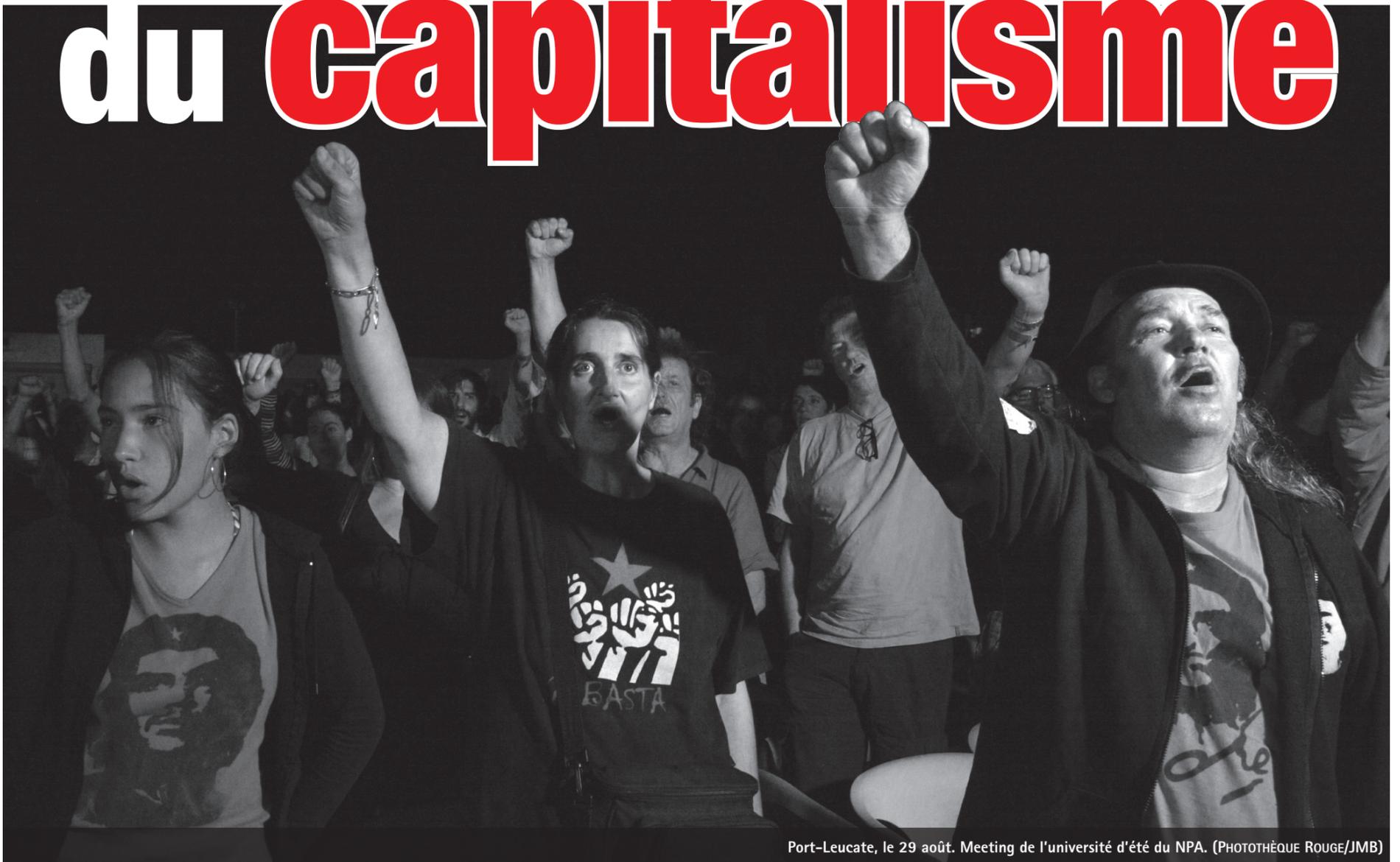


Faisons le procès du capitalisme



Port-Leucate, le 29 août. Meeting de l'université d'été du NPA. (PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)

Lors du meeting de l'Université d'été du NPA, le 29 août, notre candidat Philippe Poutou a exposé l'analyse du NPA de la crise du capitalisme ainsi que les grandes lignes de notre programme. Nous en publions quelques extraits.

On nous l'avait prédit, l'été devait être chaud. Et c'est effectivement ce qui s'est passé : l'État grec est au bord du gouffre, la dette américaine s'envole, les spéculateurs paniquent, résultat l'économie s'enfonce toujours un peu plus dans la crise. Ces événements arrivent alors qu'en ce moment une famine frappe et tue des millions de gens en Afrique de l'Est et qu'il y a quatre mois à peine a eu lieu la catastrophe nucléaire au Japon. Cette crise économique, sociale, écologique est sans doute la plus grave depuis celle de 1929.

Tout cela met donc encore plus en évidence l'aberration du système capitaliste, ingérable et incapable de répondre aux besoins de l'humanité, d'un système capable au contraire de détruire, de gaspiller, d'écraser, d'appauvrir...

LA CRISE D'UN SYSTÈME

Cette crise, c'est celle du système capitaliste. La société est riche de tout mais son organisation actuelle gaspille et empêche le progrès social. Si les besoins des populations ne sont pas

satisfaits, s'il y a du chômage et de la pauvreté, c'est à cause du parasitisme des capitalistes.

Les inégalités sociales augmentent. Il y a aujourd'hui plus de 3 millions de chômeurs, environ 7 millions de précaires, une baisse générale du niveau de vie.

Les solutions existent mais elles doivent être radicales. Dans cette campagne, le NPA va défendre un programme d'urgence économique et sociale.

Les plans d'austérité doivent être arrêtés. Pour cela, il faut annuler la dette publique, qui est illégitime. Il s'agit à l'opposé de mener une politique de solidarité, de progrès social en rupture avec toutes les politiques qui sont menées depuis des années.

Pour combattre le chômage et la pauvreté, les licenciements doivent être interdits et les suppressions d'emplois stoppées dans les services publics. Les CDD, les statuts précaires doivent disparaître. Partout, des dizaines de milliers d'emplois doivent être créés.

Une réduction du temps de travail s'impose avec maintien des salaires et avec les

embauches correspondantes. Il faut revenir aux 37,5 annuités de cotisation pour tous et à la retraite à 60 ans pleine et entière. La pénibilité du travail doit être prise en compte et permettre des départs en retraite avancés.

Il faut immédiatement améliorer les conditions d'existence avec l'augmentation des salaires et de tous les revenus : au moins 300 euros net de plus pour tous et pas de revenu en dessous de 1 600 euros net.

VIOLENCE DU SYSTÈME

Ce n'est évidemment pas le type de réponse que prépare le gouvernement. Au contraire, les capitalistes mènent une véritable guerre de classe contre les opprimés, contre les pauvres. Ce qui s'est passé début août en Angleterre est peut-être une alerte. Une véritable explosion de colère a eu lieu dans les quartiers pauvres de Londres et dans des villes ouvrières comme Birmingham, Liverpool, Manchester. Le gouvernement anglais a réagi par le mépris et la répression. Mais la vraie violence est du côté des capitalistes et des dirigeants comme

lorsqu'ils interviennent militairement en Irak, en Afghanistan, lorsqu'ils répriment les mouvements de grèves.

La course aux profits est un véritable rouleau compresseur, source aussi d'une violence invisible mais bien réelle. Car elle ne crée pas que le chômage, elle détruit aussi la vie au travail donc la vie familiale et sociale.

Ce qui se passe de manière cachée dans les entreprises, c'est le même processus que dans l'ensemble de la société. Partout, la crise provoque la destruction des liens sociaux et collectifs.

De plus, les gouvernements mènent des politiques qui ont pour objectif d'empêcher la contestation, des politiques de division, de criminalisation du mouvement social et favorisent le retour à l'ordre moral.

Le drame de la Norvège a montré les conséquences de la destruction des liens sociaux. Certes la tuerie relève de la folie d'un homme qui visiblement avait agi seul. Mais cela ne suffit pas à expliquer un tel acte.

SUITE PAGE 2

Faisons le procès du capitalisme

SUITE DE LA PAGE 1

Ce qui l'a armé politiquement ce sont bien les idéologies d'extrême droite et d'intégrisme religieux. L'extrême droite profite de la crise pour propager ses idées réactionnaires.

Pour le NPA, travailleurs français ou travailleurs immigrés, nous sommes du même camp, nous avons les mêmes intérêts, nous avons le même ennemi : les exploités.

Le combat pour la défense du droit des femmes est loin d'être terminé. Par exemple, le droit à l'IVG est sans cesse remis en cause notamment par les attaques contre le service public de la santé avec les fermetures de centres IVG et des planning familiaux.

Il est important de rappeler quelques chiffres : en France une femme sur dix est battue ou violentée sexuellement. Il y a aussi une réelle injustice sociale avec la différence de salaire et la difficulté des femmes à obtenir des postes qualifiés. La précarité est aussi plus importante chez les femmes, aggravée par le fait que c'est souvent elles qui ont en charge la garde des enfants. D'où l'importance d'un véritable

service public de la petite enfance.

La défense de nos droits, de nos libertés, du respect mutuel passe forcément par la défense de l'égalité des droits pour toutes et tous.

Dans cette campagne nous réaffirmerons l'égalité des droits pour les minorités sexuelles ; l'égalité des droits et des salaires entre hommes et femmes ; l'égalité des droits sociaux et politiques pour les immigrés ; la régularisation de tous les sans-papiers. Enfin il doit y avoir une véritable liberté de circulation pour tous.

NOS SOLUTIONS ANTICAPITALISTES

Pour nous, il n'y a pas d'ambiguïté, Sarkozy et sa bande doivent dégager. Mais cela ne signifie pas que la perspective du retour au pouvoir du PS nous enchante. Nous ne sommes pas du tout pour une nouvelle alternance, pour une nouvelle union de la gauche.

Nous ne sommes pas candidats pour rentrer dans un tel gouvernement et je ne suis pas un camarade ministrable pour un futur gouvernement de la gauche plurielle. Mais nous sommes pour que nos idées gouvernent. Cela suppose un autre rapport de forces, un climat social différent avec d'énormes mobilisations qui exercent une pression d'en bas.

L'aggravation de la crise est le résultat d'une politique délibérée depuis des années en faveur des plus riches, des cadeaux multiples faits aux banquiers comme au patronat et aux actionnaires. Il faut faire exactement l'inverse en reprenant pour commencer les 10% des richesses produites volés par les capitalistes aux salariés ces 30 dernières années.

L'argent existe, il suffit juste de le prendre où il est... cela s'appelle une autre répartition des richesses. Mais comme les capitalistes ne se laisseront pas faire, pour vraiment les taxer, il

faudra les déposséder, les exproprier.

Cela signifie qu'il faut socialiser les richesses et développer les services publics de manière à répondre aux besoins immédiats des populations. D'abord, et c'est fondamental, un service public bancaire doit être mis en place. Les banques doivent être mises sous contrôle des salariés et au service de l'ensemble de la population.

La priorité doit être la satisfaction des besoins sociaux de base comme se loger, se soigner, se déplacer, s'éduquer, se cultiver... La santé, l'éducation, les transports publics doivent être gratuits pour tous.

Dans le contexte de crise sociale et écologique profonde, il y a un autre service public fondamental à mettre en place : celui de l'énergie. Il faut absolument une politique de l'énergie qui permette de se chauffer, de subvenir à nos besoins et en même temps de lutter contre la pollution et la destruction de la planète.

Le drame de Fukushima rappelle l'urgence et la nécessité de sortir du nucléaire, c'est possible et il le faut dans les dix prochaines années. Il faut s'attaquer aussi au réchauffement climatique et donc arrêter les gaspillages d'énergie. Cela passera par le développement des énergies renouvelables. Seule une écologie radicalement opposée à la logique de profit permettra de stopper des choix dangereux comme l'exploitation du gaz de schiste ou l'enfouissement des carbonés et d'imposer au contraire des choix allant dans le sens d'un respect de la planète et de l'humain.

Tout est fait pour briser les résistances, empêcher les prises de conscience, isoler les salariés. Je le vis de près dans l'usine Ford où je travaille. Depuis 2007, nous sommes mobilisés contre les menaces de fermeture. Nous n'avons

jamais rien lâché. Seules des mobilisations générales peuvent créer un rapport de forces suffisant pour empêcher les reculs sociaux.

PERSPECTIVES, LUTTE SOCIALES ET DÉMOCRATIE DIRECTE... MAINTENANT !

Le programme que nous défendons devra être appuyé par les luttes sociales, par la colère des salariés, des peuples. À l'image de ce qui se passe dans le monde arabe et dans les pays européens. Il faut que ça pète... partout, par-delà les frontières, il faut coordonner, unifier les batailles de tous les opprimés. C'est à l'échelle internationale qu'on pourra véritablement changer la donne.

Je ne suis pas un candidat ouvrier mais un ouvrier candidat qui parlera de toutes les questions sociales, d'économie, de féminisme, d'écologie, d'internationalisme et d'antiracisme.

Nous serons ensemble les porte-parole des sans-voix, de tous les opprimés qui souffrent au quotidien.

Nous lançons un appel aux exploités, aux travailleurs, aux jeunes, aux immigrés... Nous allons faire entrer l'indignation sociale et politique dans cette campagne. Car nous sommes solidaires de tous les indignés du monde. Nous sommes frères de tous les peuples qui luttent pour la démocratie dans le monde arabe. Nous sommes frères avec les populations mobilisées partout en Europe et plus loin contre la crise et les plans d'austérité.

La campagne débute. Elle doit être la plus collective possible et permettre de rassembler autour de notre programme l'ensemble des camarades et, au-delà, tous ceux qui veulent s'y associer.

Philippe Poutou, Port-Leucate, le 29 août



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Rassemblements, débats et stratégies à gauche

PARTI SOCIALISTE Obsession primaire

Parmi les observateurs, quelle que soit leur opinion sur le Parti socialiste, le diagnostic est unanime : la cuvée 2011 de l'université d'été de la Rochelle n'a été ni un lieu privilégié pour le débat d'idées ni à proprement parler la rentrée politique de l'opposition à Sarkozy, tant l'organisation, les séances et la scénographie de l'événement ont été entièrement déterminées par la « primaire ». Martine Aubry serait-elle en mesure d'utiliser cette université d'été pour refaire son retard sur François Hollande ? Largement distancée dans les sondages, Ségolène Royal allait-elle pouvoir peser sur la décision ? Manuel Valls et Arnaud Montebourg seraient-ils audibles ? Quelle place concéder à Jean-Michel Baylet, seul non-membre du PS à avoir bien voulu cautionner par sa participation le derby socialiste ? Ces questions ont passionné les médias, moins le peuple de gauche.

On peut ironiser – pourquoi s'en priver ? – mais l'essentiel est de comprendre que tout ceci n'est que la conséquence inéluctable de la double adhésion du PS au néolibéralisme et aux institutions de la V^e République, en particulier l'élection au suffrage universel d'un président de la République véritable « monarque républicain ». Ainsi, la « primaire » socialiste singe l'élection présidentielle elle-même.

Lors de la présidentielle, les deux principaux candidats défendent deux versions d'un même programme compatible avec le capitalisme mondialisé : la compétition est d'autant plus violente qu'il faut bien « faire

la différence » et qu'elle ne peut être faite sur le fond politique. Pour la primaire, au-delà des postures – plus gestionnaire pour l'un, plus « gauche classique » pour l'autre – les différences programmatiques sont minces entre Hollande et Aubry, d'autant qu'ils ont tous les deux voté le Projet socialiste censé être la référence commune. Comme la présidentielle, la primaire socialiste a aussi ces « vrais » candidats et ses « petits » candidats qui, ne nourrissant aucun espoir d'être choisis au final ni même d'accéder au second tour, affirment des positions plus tranchées : la « démondialisation » pour Arnaud Montebourg, l'austérité et les quotas migratoires pour Manuel Valls.

La présidentielle façon V^e République a aussi transformé les partis politiques en écuries présidentielles, les adhérents se déterminant essentiellement comme supporters d'un leader à vocation présidentielle. Ce phénomène n'avait pas épargné le PS. Mais, aujourd'hui, la primaire illustre une nouvelle étape : ces tendances et courants eux-mêmes sont fondés non sur des références idéologiques mais sur des allégeances à un candidat ou une candidate possible. Et quand le champion est « empêché », le courant éclate : ainsi, après les péripéties que l'on connaît, les « amis de DSK » se sont répartis entre Aubry et Hollande...

Reste l'inconnue du taux de participation qui, à l'évidence, rend difficile tout pronostic et qui sera une indication sur l'intérêt suscité par cette initiative.

François Coustal

Convergence citoyenne à Lézan : rassemblement réussi.

Du 26 au 28 août, le rassemblement de Lézan (Gard) pour la transition énergétique a été un succès d'envergure nationale, avec des milliers de participants, dont de nombreux jeunes, venus à l'appel des associations qui forment les collectifs Stop Gaz de Schiste. Des délégations de militants européens avaient également fait le déplacement. Au-delà de l'opposition commune à l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels (huiles et gaz de schiste), le programme de débats proposait d'envisager la transition énergétique. À la fois de manière concrète et technique vis-à-vis de la sobriété énergétique et du développement des énergies renouvelables mais aussi dans les modes d'organisation et de mobilisation que cela implique. L'alternative était également présente dans le campement sur les « stands »

divers de ceux qui expérimentent d'autres façons de produire leur énergie. Les questions de structuration, de relations aux organisations politiques et syndicales, de modes d'action sont probablement celles qui soulèvent le plus de débats. La convergence a adopté une feuille de route qui prône la sortie du système productiviste par le contrôle citoyen ; l'entrée dans la transition énergétique via la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la sortie des hydrocarbures, des agrocarburants et du nucléaire, la relocalisation économique et démocratique, la réappropriation publique et la reconversion, et enfin la participation à la convergence des luttes, notamment entre luttes sociales et environnementales. Le G20, le sommet de Durban et le Forum alternatif mondial de l'eau (à Marseille en 2012) font partie de l'agenda de mobilisations de la convergence pour les mois à venir.

FRONT DE GAUCHE

Priorité aux institutions

Cette année, l'initiative du PG « Remue-ménages à gauche » était co-organisée par les forces du Front de Gauche. Les organisateurs annoncent 2000 participants. Le NPA était invité et présent. La cinquantaine d'ateliers et tables rondes, les interventions des nombreux invités ont permis d'échanger sur une grande diversité de thèmes. Sur beaucoup de questions, les analyses sont communes et l'indignation partagée, mais ce qui frappe c'est la nature très institutionnelle des réponses qui sont apportées et la faible place donnée à la construction des mobilisations.

Cette appréciation est loin d'être démentie par l'intervention de Jean-Luc Mélenchon qui clôturait ces journées. Au-delà de la gestuelle et des accents gaullois de l'orateur, des drapeaux bleu-blanc-rouge agités dans la salle, de la *Marseillaise*, autant de choix dans la mise en scène qui sont eux-mêmes un concentré de politique, c'est le contenu qui fait profondément divergence.

La dénonciation est vigoureuse mais dès les premières minutes le ton est donné, les participants sont invités à défendre les réponses du Front de Gauche avec des bulletins de vote car c'est selon Mélenchon « la forme que nous préférons ». Il réaffirme par deux fois la campagne électorale comme le début ou un moment de la « révolution citoyenne ». Et logiquement, les réponses sont à la mesure de l'outil choisi. Pas un mot sur l'augmentation des salaires, la justice sociale est confiée à la seule politique fiscale en « taxant les revenus du capital à égalité avec ceux du travail ». Pas un mot ni sur l'interdiction

des licenciements ni sur la réduction du temps de travail, la lutte pour le droit à l'emploi se limite à de nécessaires mais très insuffisantes mesures contre la précarité.

La défense de la planification écologique tout comme la dénonciation des engagements écologiques non tenus tapent juste, mais concernant l'épineuse question du nucléaire, elle se limite au référendum comme compromis, permettant de ne pas fâcher les alliés communistes souvent pronucléaires. Mélenchon se revendique petit-fils d'immigrés et dénonce l'acharnement législatif contre l'immigration, mais n'a pas un mot pour exiger l'égalité intégrale des droits ou la régularisation des sans-papiers.

La dette publique est présentée comme un prétexte mais loin d'en tirer la conclusion qu'il est légitime de refuser de la payer, le candidat du Front de Gauche demande à la BCE « d'éteindre l'incendie » et propose de recourir à l'épargne française pour s'affranchir du chantage des prêteurs étrangers. Plus généralement, les accents nationalistes émaillent l'ensemble du discours : « Nous ne permettrons jamais qu'on parle en maître à la France », « Nous ne sommes pas la cinquième roue du carrosse, nous sommes la cinquième puissance » et logiquement il en appelle à « la résistance de (sa) patrie républicaine ». Enfin si la question de la mobilisation est évoquée, c'est pour exhorter à répondre à l'appel des organisations syndicales pour la journée d'action de la rentrée (fixée depuis au 11 octobre), un point c'est tout !

Christine Poupin

Une rentrée de guerre de classe

Les dernières mesures fiscales du gouvernement font une nouvelle fois payer les plus démunis. La riposte sociale doit être unifiée, notamment lors de la journée de manifestations du 11 octobre.

L'enjeu de cette rentrée est plus que jamais celui de la nécessité pour le gouvernement de nous faire payer la crise qui s'approfondit. Le matraquage sur le paiement de la dette publique et l'absolue nécessité de sauvegarder la note AAA, sont censés nous convaincre de la nécessité de partager les efforts, de répartir équitablement les sacrifices. Le plan Fillon se présente comme une juste répartition des efforts alors que ceux-ci ne vont réellement toucher que les plus démunis.

D'un côté le gouvernement refuse de s'attaquer aux 170 milliards d'exonération et d'aides fiscales faites aux entreprises, pendant que la contribution exceptionnelle demandée aux grandes fortunes, censée rapporter 200 millions d'euros, n'est que de la poudre aux yeux et ne peut remplacer les 2 milliards perdus par la réforme de l'impôt sur la fortune. Le prétendu rabotage des niches fiscales se heurte aux lobbying des députés et sénateurs qui, en vue des élections sénatoriales et législatives, tiennent à préserver leurs arrières. Déclenchant ainsi les aboiements des chiens de garde des niches fiscales: Raffarin et de Villiers refusant l'augmentation de la TVA sur les parcs d'attraction, rejoints par les patrons des palaces sur leur lucrative activité réservée aux plus riches de ce monde.

De l'autre, le plan Fillon prévoit une hausse du prix de produits courants, des contrats complémentaires santé, un gel des

subventions aux collectivités locales qui ne peut que déboucher sur des hausses d'impôts locaux et une aggravation de la situation des services publics. L'hôpital et l'Éducation nationale avec la suppression de milliers d'emplois dans chacun de ces secteurs, sont en première ligne de cette politique d'agression sociale. Pendant ce temps, l'Insee annonce une nouvelle hausse de la pauvreté en France, avec 8,2 millions de personnes vivant avec moins de 1000 euros par mois.

UNE OPPOSITION RÉTICENTE

S'opposer à cette politique est l'urgence de l'heure. Pourtant du côté de la gauche traditionnelle c'est pour le moins la confusion. Côté PS, déjà empêtré dans le scandaleux soutien à DSK, c'est la discorde sur fond de bataille pour les primaires. Si le soutien à la «règle d'or» divise les prétendants à la candidature présidentielle, la légitimité de la dette publique n'est pas mise en cause et les désaccords ne portent que sur les modalités de son remboursement et des moyens à mettre en œuvre pour son acquittement. Même si les socialistes espagnols et grecs peuvent attester des difficultés à faire passer cette politique.

Côté syndicats, la préservation de l'unité risque encore de justifier tous les atermoiements. En cette année d'élections professionnelles dans la fonction publique et de redistribution des responsabilités dans les systèmes de retraites, les tensions nées des différences d'appré-



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

ciations sur la situation et les réponses à apporter, risquent de s'aggraver. Ceux qui comme les directions confédérales CGC, CFCT et CFTD ont signé avec le Medef un document reconnaissant la nécessité de gains de productivité ou qui, comme celle de FO, déclare que le plan Fillon, «ça aurait pu être pire», ne seront évidemment pas à l'avant-garde des mobilisations. Autant d'arguments pour que la direction CGT se contente, pour l'appel à la grève le 11 octobre, de ce que «le principe soit posé, de façon très pragmatique, pour en définir les modalités avec les salariés eux-mêmes»¹.

Bien sûr le poids du chômage ou de la mobilisation sur les retraités pèsent sur la combativité des salariés. Mais des résistances existent et obtiennent même des

succès. Dans les hôpitaux, dans l'Éducation nationale, dans le secteur du commerce, à la SBFM ou à Ford Blanquefort, à La Poste ou chez Fedex, des milliers de travailleurs se sont mobilisés et ont remporté des victoires, même locales ou provisoires, malgré l'isolement et la répression – les salariés de La Poste, par exemple, ne bénéficient pas des mêmes largesses de la justice que Chirac ou Strauss-Kahn. Prendre des initiatives, populariser et soutenir les mobilisations est plus que jamais à l'ordre du jour car celles-ci sont la seule voie pour imposer notre refus de payer leur crise.

Robert Pelletier

1. Bernard Thibault, interview dans l'Huma Dimanche du 1^{er} septembre.



Par **Pierre Baton**

AU FOND DE LA DROITE

L'été 2010 avait connu une offensive raciste anti-Roms, annoncée et orchestrée par le chef de l'État, en particulier à travers le discours de Grenoble. L'été 2011 fut du même tonneau, la chasse aux Roms a continué. Les images ont choqué : celles d'un tramway dans lequel la police a fait monter de force hommes, femmes et enfants pour les transférer de Saint-Denis à la gare de Noisy-le-Sec. Cela rappelle d'autres périodes où la RATP affrétait non pas des tramways mais des bus.

Ça sent pas bon.

Le 15 juillet, réagissant à la proposition d'Eva Joly de supprimer le défilé militaire du 14 juillet, François Fillon déclarait «Je pense que cette dame n'a pas une culture très ancienne des traditions françaises, des valeurs françaises, de l'histoire française». Sur le même registre, le samedi 3 septembre, le député UMP Alain Marleix raillait Jean-Vincent Placé, militant vert et candidat aux sénatoriales comme «notre Coréen national».

Ça sent pas bon.

80 députés UMP viennent de lancer un appel pour supprimer l'enseignement du thème «masculin/féminin» des nouveaux programmes du lycée et des manuels de SVT, prétextant que les nouveaux programmes ne reposeraient pas sur des faits «scientifiquement prouvés».

Faisant écho à des décennies de recherches en sciences sociales, ces programmes présentent l'identité sexuelle comme une construction biologique et sociale et contribuent ainsi à lutter contre les préjugés homophobes et sexistes. (lire page 4)

Ces députés sont pour la plupart affiliés à la Droite populaire. Parmi eux, certains invitent ouvertement à un rapprochement avec le FN de Marine Le Pen.

Par certains aspects, ces députés peuvent se rapprocher des Tea Party aux États-Unis. Mais cela correspond surtout à la volonté de Nicolas Sarkozy de faire émerger à sa droite un courant capable d'aller disputer les voix du Front national et, par-là même, de le recentrer dans son propre parti.

Racisme, ordre moral... Cet été la droite a été à l'offensive.

Alors on range les raquettes de plage et les tongs et on s'en occupe.

L'arrêt des poursuites contre DSK : une mauvaise nouvelle pour les femmes

Ça y est, Dominique Strauss-Kahn est de retour à Paris. Ce qui fut qualifié de feuilleton médiatique s'achève sans doute, au moins temporairement. À moins que la question de la place de l'ex-directeur du FMI dans la campagne présidentielle le fasse rebondir. Vu le scandaleux soulagement du PS, tout est possible.

Mais l'essentiel est ailleurs. Toute l'affaire est une leçon de choses, du point de vue du rapport de domination exercé par les hommes sur les femmes. Le caractère affligeant des réactions d'une partie de l'élite politico-médiatique a révélé que l'oppression des femmes appartient au passé, il a réveillé les consciences féministes, libéré la parole. Mais le tableau est bien sombre : la force des préjugés sexistes (avec en

plus ici le prisme de classe), la tolérance sociale à l'égard des violences faites aux femmes, l'invisibilité de la victime présumée, l'amalgame entre viol et sexualité extraconjugale, tout cela convergeant finalement dans la décision du juge d'entériner la proposition du procureur Cyrus Vance d'abandonner tous les chefs d'inculpation contre DSK. Il n'y aura donc pas de procès au pénal, pas de débat contradictoire et nul ne saura ce qui s'est passé dans la chambre du Sofitel. Comme c'est l'usage dominant en cas de viol, la parole de la victime présumée a été d'emblée mise en doute, elle est finalement niée. Durant plusieurs semaines, on a assisté à un procès en suspicion mené, de différents côtés, contre Nafissatou Diallo en s'appuyant sur son passé. C'est cette entreprise

de décrédibilisation sur laquelle s'appuie la décision du juge. Il faut dénoncer avec force cet état d'esprit qui consiste à insinuer qu'il y aurait des victimes respectables et d'autres non. Une agression sexuelle, un viol restent un crime, quel que soit le passé de celle ou celui qui subit ces agissements. Et, cela ne fait aucun doute, il y a bien plus de violeurs qui dorment tranquilles que de femmes qui ont abusivement déposé plainte pour viol. Ajoutons qu'en matière de crédibilité, DSK se pose là. Après avoir crié au complot, sa défense est contrainte d'admettre que la rencontre fut fortuite. Après avoir nié qu'il y ait eu rapport sexuel, elle est bien obligée de constater qu'il est établi. Il a duré entre 7 et 9 minutes, après que DSK est sorti nu de sa salle de bains. La défense prétendait

qu'en si peu de temps, le rapport sexuel était «impensable». Voilà qu'il est «précipité mais consenti»... Tout cela construit-il une version des faits a priori plus crédible que celle de Nafissatou Diallo? On ne voit pas bien en quoi. La décision du juge, compréhensible sans doute de son point de vue, au regard des moyens qui allaient être mobilisés par la défense de DSK, est un coup très dur contre le droit des femmes victimes de violences sexuelles, de viols. Le NPA continuera de mener inlassablement le combat aux côtés de celles et ceux qui luttent contre ces violences, et pour la reconnaissance du viol comme un crime.

Ingrid Hayes

RV le 11 septembre à 14 heures, place de la Bastille à Paris, pour protester contre les violences faites aux femmes.

SVT Non à l'offensive homophobe et sexiste !

Soutenus par Jean-François Copé, 80 députés UMP viennent de lancer un appel pour supprimer des nouveaux programmes du lycée et des manuels de sciences de la vie et de la Terre (SVT) l'enseignement du thème « masculin/féminin », reprenant un appel d'associations familiales catholiques et de Christine Boutin. Ils prétendent que les nouveaux programmes ne reposent pas sur des faits « *scientifiquement prouvés* ». Cette démarche a été initiée dès fin mai, avec un appel au boycott lancé par le secrétaire général adjoint de l'enseignement catholique, Claude Berruer, alors que l'enseignement catholique sous contrat a pourtant obligation de respecter les programmes officiels ; c'est d'ailleurs pour cela qu'il profite de 7 milliards d'euros de financement public par an. Thibaud Collin, professeur au lycée catholique Stanislas, déclarait ainsi : « *La prime*

à l'indifférenciation sexuelle promeut en fait l'homosexualité ». Ils sont rejoints par les réseaux évangélistes. Luc Chatel, ministre de l'Éducation, refuse de soutenir clairement l'utilisation de ces nouveaux manuels et défend le programme du bout des lèvres. Cela revient à donner raison aux plus conservateurs. Ces programmes présentent à juste titre l'identité sexuelle comme construction biologique ET sociale. Ils ne font que reprendre des faits largement démontrés et visent à lutter contre les préjugés homophobes et sexistes. Dès 1949, Simone de Beauvoir démontrait dans *Le deuxième sexe* qu'« *on ne naît pas femme, on le devient* ». En réalité, cet appel ne fait que reprendre les pires discours réactionnaires. Le député UMP Lionnel Luca ne s'encombre pas des sciences lorsqu'il déclare sur France Inter que « *la "théorie du genre", si elle avait existé du temps d'Adam*

et Ève, ne nous permettrait sûrement pas d'être là aujourd'hui ». Avec une telle vision archaïque, c'est bientôt l'enseignement de la théorie de l'évolution qu'ils vont remettre en cause puisque, selon les créationnistes, elle n'est pas « *scientifiquement prouvée* »... Cette attaque de la Droite populaire vise à relayer la vision rétrograde, homophobe et sexiste, afin de regagner l'électorat de Sarkozy séduit par Marine Le Pen. Alors que les attaques sur l'école ne cessent de se multiplier et que l'UMP est en crise, la droite essaye de créer une fausse polémique. La droite de l'UMP se lance dans une stratégie du type « Tea party » aux USA : libéralisme économique et nationalisme, combiné à un discours réactionnaire et obscurantiste. Au contraire, il est essentiel que se développe, tout au long de la scolarité, une véritable éducation à la sexualité, afin de combattre les

idées dominantes et les préjugés liés aux sexes des individus et les normes hétérosexuelles présentes dans la société. Cette question du sexe, du genre, de la sexualité ne doit d'ailleurs pas rester cantonnée au seul enseignement en SVT. Cette polémique risque de se faire au détriment des jeunes qui sont les premières victimes de ces normes. N'oublions pas que selon une étude de l'Inserm de 2005, les garçons homosexuels ont treize fois plus de risques de faire une tentative de suicide que les jeunes hétérosexuels. Il faut dès maintenant élargir la mobilisation contre tout retrait des manuels ou modification du programme actuel sur cette question. Un recul sera la porte ouverte à d'autres attaques contre les aspects progressistes des programmes scolaires.

Antoine Boulangé

RENTRÉE DES CLASSES Résistances et action

Depuis plusieurs années, l'école publique n'a cessé de prendre des coups : offensives idéologiques de la droite sur l'échec scolaire, violence, retour de la « syllabique » (qui serait seule capable d'amener les enfants à aimer lire), fin de la scolarisation des tout-petits, promotion de l'apprentissage, édition de « nouveaux programmes », jusqu'à l'intervention directe à l'Assemblée des catholiques conservateurs contre le programme de SVT (lire ci-dessus).

Offensives physiques sur les postes, précarisation des personnels, fin de la rémunération de la formation, heures supplémentaires obligatoires, primes au mérite, et jusqu'aux tentatives d'abandon des concours de la fonction publique. Sans compter le fichage informatisé des enfants, le « livret de compétences » qui n'a rien de personnel puisque tout le monde y accèdera, même les futurs employeurs...

Désormais, tout le monde a vu et compris la dégradation des conditions de vie de l'école publique. Tout le monde a pu constater que, même avec davantage de diplômes, les jeunes n'arrivent plus à obtenir des salaires décentes et stables. Pendant que banquiers et patrons continuent de se goinfrer, toute la fonction publique – territoires, santé et éducation – peine à boucler un fonctionnement de plus en plus impossible.

Tous ont constaté que les fiches de paye de fonctionnaires restent identiques alors que le coût de la nourriture et celui du logement s'envolent de manière délirante.

Et là, il faudrait rentrer avec des leçons de morale ? Alors que tous les assistants précaires ne seront pas renouvelés, que dans tous les établissements, les classes sont bourrées à bloc au mépris des conditions de vie des enfants et des jeunes, que les « options rares » des lycées seront désormais assurées par des logiciels et non par des profs, que les maternelles refusent désormais parfois des enfants de plus de trois ans, faute de place, et que les « remplaçants » sont recrutés sans aucune formation pédagogique ni disciplinaire...

La première leçon de morale à diffuser partout désormais, c'est de promouvoir la résistance à l'injustice et à l'oppression, pour que l'indignation qui nous anime prenne forme et change la donne.

Dans de nombreux départements, il y a déjà des dates d'assemblées générales, pour discuter de l'appel à la grève du 27 septembre, qui ne doit pas être une journée sans lendemain. Tout le monde a constaté à quel point ces « journées d'action », lorsqu'elles ne sont pas intégrées dans un plan de mobilisation cohérent, ne permettent pas de gagner quoi que ce soit.

L'école publique, de la maternelle à l'université, est notre bien commun et ce n'est pas aux enseignants seuls de la défendre. Elle a progressé, tout au long du XX^e siècle, grâce à l'implication de tous, et nous avons besoin de l'énergie de tous pour la défendre. Nous devons, en AG, en réunion avec les parents, en réunion syndicale, quel que soit notre statut, défendre le 27 septembre comme le tremplin d'une mobilisation plus large, impliquant au-delà des personnels de l'Éducation nationale.

Véronique Decker



Les Fralib occupent leur usine de Gémenos depuis le 3 septembre. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MB)

FRALIB

« Bienvenue chez nous ! »

Les salariés de Fralib à Gémenos (Bouches-du-Rhône) poursuivent leur lutte contre la délocalisation de leur usine et la sauvegarde de leur outil de travail. Ils ont démontré qu'ils peuvent gérer eux-mêmes l'entreprise, malgré les attaques répétées de la direction.

Le ton est donné par Olivier, délégué CGT, samedi 3 septembre au matin chez les Fralib à Gémenos (Bouches-du-Rhône) : « *Depuis vendredi, on est passé de locataires à propriétaires ! Bienvenue chez nous !* » La veille, après avoir reçu leur lettre de licenciement, les salariés ont voté l'occupation de l'usine de la marque historique de thé éléphant. L'ambiance est à la lutte, la rentrée sociale a démarré !

Depuis l'annonce d'Unilever en 2010 de délocaliser l'usine en Pologne, les salariés se sont battus pied à pied pour prouver que celle-ci est rentable, que les salaires peuvent être augmentés et l'activité maintenue sur le site avec les 182 salariés. Leur slogan : « *le thé de l'éléphant continuera à vivre en Provence !* » Le projet de reprise de l'usine par les salariés est viable, un rapport d'expert le prouve : sur la période 2005-2009, la capacité de production est de 2900 tonnes par an, alors que 1000 suffissent pour assurer l'équilibre financier. Les salariés exigent que le groupe Unilever leur cède

pour l'euro symbolique la marque éléphant – vieille de 119 ans –, les machines, et qu'il leur rende les 300 millions d'euros volés au fisc et à la Sécurité sociale en installant le siège social en Suisse. Cet argent leur permettrait de redémarrer l'usine. Pour avoir dénoncé ces magouilles, trois « fralibiens » ont été entraînés en correctionnelle mardi 6 septembre à Nanterre.

Pour continuer la lutte et se réapproprier leur outil de travail, les salariés ont décidé d'accepter le plan de reclassement. Contrairement à ce que la direction prétend, il ne s'agit pas d'une défaite mais de la stratégie des travailleurs pour gagner. Comme le dit Olivier, « *c'est pas un problème qu'on soit licenciés, on veut continuer sans eux.* »

Les faits sont là : l'usine est rentable, la marque est reconnue et pourtant le gouvernement fait la sourde oreille, préférant laisser ses amis « bling bling » continuer à sacrifier les salariés impunément. Mais avec cette politique, le gouvernement allié au patronat nous envoie dans le mur. Au lieu de garantir des emplois et de maintenir l'outil de

production, ils alimentent les rangs des chômeurs. Après, on connaît bien la répression menée contre les « assistés » qui seraient responsables du chômage et de la crise. Mais qui sont les vrais assistés sinon les patrons et les actionnaires que l'État soutient lorsqu'ils licencient au seul motif de vouloir multiplier les profits ?

Nous devons continuer d'organiser la solidarité jusqu'à la victoire. Cela passe par l'appel au boycott des produits Lipton et particulièrement des sachets pyramides. Popularisons la lutte en construisant l'unité de toutes les forces syndicales et politiques autour de ce combat.

Au lieu d'engraisser les actionnaires, Unilever doit payer et dégager ! Après un an de batailles acharnées, il est temps que les salariés prennent leur revanche. Personne n'est prêt à lâcher et les actions vont s'enchaîner dans les prochaines semaines. Le NPA 13 a d'ailleurs proposé la tenue d'un meeting unitaire le 30 septembre.

Une politique anticapitaliste consisterait à exproprier le groupe Unilever pour rendre l'usine aux salariés, à imposer

une politique économique internationale en faveur des travailleurs ou encore à créer des fonds de soutien aux salariés, financés par des charges patronales, pour les aider à récupérer leur boîte... Comme les Fralib le défendent dans leur plan de reprise, ils sont capables de gérer eux-mêmes leur usine, y compris dans le cadre de rapports Nord/Sud plus égaux. Des contacts ont déjà été pris avec des coopératives paysannes en Asie. La détermination des Fralib prouve encore qu'il est possible de construire des alternatives à la course aux profits !

Aujourd'hui tout notre camp social est concerné par cette lutte qui pose la question d'une alternative en traçant la voie des résistances face à la crise. Les Fralib sont lucides : « *il est important qu'on gagne cette lutte, pour nous, mais aussi pour l'ensemble des travailleurs.* »

Pour sûr, demain matin, notre petit-déjeuner aura un goût de lutte des classes.

Kevin Vay et Mim

Pour soutenir la lutte des Fralib : <http://cgt.fralibvivra.over-blog.com>

LIBYE

Des « amis » aux dents aiguës...

Maintenant que les rebelles ont pris Tripoli, les intentions de l'intervention impérialiste de l'Otan et de la France sont affichées clairement : se partager les richesses libyennes, pétrole en tête.

Jeudi 31 septembre, s'est tenue à Paris la conférence des « amis de la Libye » à l'initiative de Sarkozy et du Premier ministre britannique Cameron pour préparer l'après-Kadhafi. La fin attendue de la dictature ouvre la porte à la mainmise des grandes puissances sur le pays pour le partage du pétrole et des contrats de la reconstruction, le contrôle de la région.

Les représentants d'une soixantaine de pays, dont treize chefs d'État, se sont retrouvés à l'Élysée autour des fonds baptismaux de la prétendue « Libye libre » pour apporter leur caution à la politique dite de transition démocratique engagée par la France et la Grande-Bretagne sous l'égide des USA représentés par Hilary Clinton. Outre la trentaine de membres du « groupe de contact » qui ont soutenu les frappes aériennes de l'Otan, étaient invités les représentants de pays qui s'y étaient opposés, invoquant le cadre fixé par la résolution 1973 de l'ONU. Étaient aussi de la partie Mustapha Abdeljalil et Mahmoud Jibril, représentants du Conseil national de transition (CNT), gouvernement autoproclamé sous la houlette de l'Otan, et Ban Ki-Moon, secrétaire général de l'ONU. Il s'agissait de faire reconnaître et accepter le nouveau pouvoir mis en place par l'Otan, de donner du crédit à la transition démocratique tout en commençant les tractations sur le partage du pétrole, des contrats de reconstruction et les futurs échanges économiques et commerciaux. Angela Merkel était là, la Chine et la Russie aussi. Elles ont reconnu le CNT comme « autorité au pouvoir » en Libye.

L'Algérie s'est dite disposée à reconnaître le pouvoir mis en place lorsque ce dernier sera représentatif de toutes les régions du pays.

Près de six mois après le début de l'intervention impérialiste, la conférence de Paris semble consacrer la victoire de l'Otan, un succès politique pour Sarkozy, un succès qui révèle aussi aux yeux de l'opinion les véritables objectifs de la guerre et masque difficilement les tensions et rivalités qui pourraient déboucher sur une situation explosive.

Remettre en place l'appareil d'État

Certes, le CNT a annoncé son intention de procéder à des élections en deux temps, d'abord l'élection d'une assemblée constituante, puis dans 20 mois des élections générales. D'ici-là le pouvoir restera entre les mains du CNT qui compte bon nombre d'anciens sbires de Kadhafi. Il devrait s'installer à Tripoli cette semaine après y avoir remis de « l'ordre ». Il a demandé aux combattants venus de province de rentrer chez eux et annoncé que la police et les forces de sécurité qui ont repris le travail assureraient la sécurité de la ville. Il s'active par ailleurs à reconstituer l'armée libyenne et à désarmer les groupes qui échappent à son contrôle. En clair, la transition démocratique se fera sous



l'autorité des services de sécurité et de l'armée de la dictature sous la houlette des conseillers de l'Otan !

Pendant ce temps, les opérations militaires de l'Otan se poursuivent. Il s'agit d'exercer la terreur sur les populations pour imposer ce gouvernement fantoche venu de Benghazi alors que l'aide d'urgence pour la population tarde. Les puissances occidentales craignent que ce dernier soit incapable d'imposer son autorité sur un pays où perdurent les divisions régionales, tribales, religieuses. La première préoccupation des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne est de tenter de maintenir la cohésion du CNT menacée par les rivalités de pouvoir.

Le partage des richesses

Quinze milliards de dollars ont été débloqués à partir des comptes de la dictature gelés à l'étranger sur un total estimé entre 50 et 180 milliards. Cette manne suscite bien des convoitises et des rivalités entre les anciens amis du dictateur qui se disputent aujourd'hui ses dépouilles. Le zèle guerrier de Sarkozy devrait avoir des retombées dont les patrons français espèrent bien profiter. « C'est nous, la France et la Grande-Bretagne qui avons fait le job » a rappelé Alain Juppé ! L'Italie s'inquiète et tous se pressent pour obtenir leur part du gâteau.

La lutte est particulièrement âpre pour l'exploitation du pétrole. La semaine dernière, *Libération* a publié une lettre évoquant un accord entre les autorités françaises et le Conseil national de transition libyenne de pétrole à Total alors que la société italienne Eni était jusqu'alors le plus gros exploitant. Accord dont l'authenticité est contestée mais il est évident qu'en coulisse les tractations sont féroces.

Les grandes puissances mettent bas les masques, les objectifs de l'intervention sont clairs : mettre en place un pouvoir politique qui leur soit entièrement subordonné, contrôler le pays et la région, s'assurer des sources d'approvisionnement en gaz et en pétrole, ouvrir le marché libyen aux sociétés occidentales. Les vieilles méthodes du colonialisme et de l'impérialisme. La démocratie et la liberté ne pourront venir que de l'intervention directe de la population pour prendre en main sa révolution. Hors de Libye les puissances impérialistes !

Yvan Lemaitre

Les Indignados chiliens

Les étudiants conduisent le pays vers la rupture avec le néolibéralisme pinochetiste, consolidé par le gouvernement de l'alliance PS-DC.

Après trois mois de manifestations périodiques, ce samedi 3 septembre 2011 au matin, le président Piñera, élu il y a dix-huit mois par la droite héritière de Pinochet, s'est décidé à recevoir à la Moneda (palais du gouvernement) pendant quatre heures les représentants des étudiants, des professeurs, des présidents des universités traditionnelles (existantes avant 1973) et d'une partie des écoliers du secondaire de la Coordinacion Nacional de Estudiantes Secundarios (CONES). Dans une manœuvre classique, Piñera n'a pas convoqué les représentants de l'Assemblée coordinatrice des étudiants secondaires (ACE) qui regroupe les écoliers du secondaire les plus radicaux. Ceux-ci se sont manifestés aux alentours de la Moneda pendant les quatre heures de la réunion en scandant la consigne de « *Et va tomber, et va tomber, l'éducation de Pinochet* » qui rappelle celle de leurs parents dans les années 1983-1990 lors des manifestations pour faire « *tomber la dictature de Pinochet* ».

Piñera, déjà obligé par le mouvement à remanier le gouvernement le 18 juillet, en écartant le ministre de l'Éducation Joaquín Lavín (Opus Dei) fait face à la croissance massive du mouvement auquel se sont joints les travailleurs, les 24 et 25 août derniers lors de la grève générale appelée par la Centrale unique des travailleurs (CUT) et 82 autres organisations syndicales. Il s'est décidé à recevoir lui-même les représentants des étudiants pour échanger directement sur leurs revendications en surprenant ses ministres, qui étaient partisans de placer la discussion au niveau parlementaire, de façon à le protéger d'une implication directe dans le conflit. Mais Piñera a voulu faire tomber la critique des étudiants qui mettent en évidence que, jusqu'ici, il ne négociait pas et que sa seule réponse était la répression. Les étudiants, forts de leur expérience de 2006 lors de la « *Révolution des pingouins* »¹, ont appris à se méfier des discussions dilatoires avec les groupes politiques institutionnels n'aboutissant à rien de fondamental. Ils ont donc refusé mi-août de négocier avec le Parlement, voie encouragée par le gouvernement à ce moment-là.

Le résultat de la réunion du 3 septembre n'est pas très bon. Camila Vallejos, porte-parole de la Confédération des étudiants du Chili (CONFECH) et leader nationale du mouvement à la sortie de la réunion, a déclaré que les négociations avec le gouvernement vont se poursuivre sans pour autant arrêter les mobilisations. C'est la base de leur méthode depuis le début. Entre-temps, les leaders ont consulté leurs bases sur les positions exprimées par le gouvernement. Camila Vallejos a indiqué que ce sont ses camarades étudiants qui doivent décider si un scénario de table de négociation avec le gouvernement est propice ou pas. C'est à la base de décider des suites à donner. Pour le président des professeurs, Jaime Gajardo, les points qui fâchent n'ont pas encore été abordés : empêcher le profit avec l'enseignement, mettre fin à la « *desmunicipalization* » des lycées, c'est-à-dire le retour des lycées et universités sous la responsabilité de l'État, et la fin du système de financement partagé (avec la participation des familles). Les écoliers du secondaire, via Rodrigo Rivera, ont indiqué que le planning de négociations qui doit être proposé par le gouvernement sera soumis à débat dans les instances locales et à approbation au niveau national.

Pendant ces trois mois de mobilisations, le gouvernement a eu une conduite erratique du conflit. Sans cesse, il a essayé de criminaliser le mouvement. Lors des manifestations, il a infiltré des policiers provocateurs dans les groupes de jeunes marginalisés, très minoritaires, se heurtant à la police, pour justifier le déclenchement de la répression brutale de l'ensemble des manifestants et ensuite interdire les parcours des manifestations par l'Alameda, avenue centrale et symbolique de Santiago, au prétexte de la défense des locaux commerciaux.

Le mouvement a emprunté les caractéristiques des mobilisations des Indignados : créatifs, irrévérents, non violents, très courageux face à la répression, avec une organisation horizontale sous contrôle de la base, et farouchement méfiants et sans concessions vis-à-vis des partis de la gauche institutionnelle, y compris du PC, nonobstant le fait que Camila Vallejos est militante des Jeunesses communistes. La réponse répressive du gouvernement a à chaque fois renforcé la mobilisation et l'a finalement élargie à toutes les couches sociales dominées.

Le mouvement ayant commencé par revendiquer le transport gratuit des lycéens et étudiants tous les jours de l'année, a réussi aujourd'hui à mobiliser l'ensemble des opprimés sur l'objectif d'une Assemblée nationale constituante, avec notamment, le changement du code du travail et la renationalisation du cuivre pour financer une éducation publique, gratuite, laïque et de qualité.

Patricio, le 4 septembre 2011

1. Premier mouvement contre la loi de municipalisation de l'éducation, sous le gouvernement de Michelle Bachelet de la coalition de la Concertation, dominée par le PS et la Démocratie chrétienne.

Crise et résistance

ÉTAT ESPAGNOL

L'internationalisme, une nécessité morale et stratégique

Victimes des politiques d'austérité menée par les gouvernements de droite ou de gauche, les peuples d'Europe se mobilisent de plus en plus dans des actions de résistance. Les journées de grève générale se multiplient un peu partout en France, au Portugal, en Grèce, dans l'État espagnol ou en Italie. La dernière en date pour ces deux pays ayant eu lieu le 6 septembre. Les manifestations de rue sont encore plus massives, organisées par les syndicats ou, dans certains pays, par le nouveau mouvement des « Indignés ». Pour des millions de gens, le système capitaliste se révèle enfin comme une mécanique infernale, non contrôlée et qui permet au patronat et aux banques responsables de la crise de faire payer celle-ci par le monde du travail. Pour le moment, ces mobilisations, sans perspective politique alternative et sans stratégie de lutte généralisée, ne remportent aucun succès. Paradoxe encore plus grand, ce ne sont pas les partis anticapitalistes qui profitent de cette crise mais plutôt les droites nationalistes et xénophobes ou de l'autre côté, des mouvements comme celui des Indignés. Malgré un fort courant de sympathie, le NPA ne connaît pas de percée et a perdu des adhérents, le Bloc de gauche au Portugal a perdu la moitié de ses électeurs, la gauche radicale en Grèce reste très divisée, Die Linke en Allemagne connaît d'importants débats internes, le SSP écossais a été confronté à une scission etc. C'est de tout cela que nous avons discuté à l'Université d'été du NPA : l'anticapitalisme est plus crédible que jamais mais si on a confiance dans la gauche radicale pour aider les luttes, elle n'est pas crédible comme alternative de pouvoir face à des millions de gens qui n'en peuvent plus et veulent un changement immédiat en votant PS contre la droite au pouvoir ou à droite quand c'est la gauche qui gouverne... et tout cela avec de moins en moins d'illusions sur ces partis. La tâche qui nous attend est certes riche de possibilités, mais elle implique en France comme en Europe de trouver les moyens de rendre crédible, dans les mobilisations comme sur le terrain politique, la perspective d'une véritable alternative anticapitaliste. Ce sera une des fonctions de la campagne avec Philippe Poutou.

Alain Krivine

Voilà un an, nous étions en Espagne à la veille de la grève générale du 29 septembre et nous soulignons la nécessité de renforcer la lutte contre la crise et contre les réductions budgétaires. Et en vérité, même dans nos rêves les plus fous, nous n'aurions jamais imaginé ce qui est arrivé depuis. Il ne s'est passé qu'un an, mais cela paraît beaucoup plus long. Le temps s'est contracté. Aujourd'hui, l'angoisse, le désespoir, la résignation sont très, très loin. Le monde d'avant le 15 mai et le climat de lutte ont peu de choses à voir avec ce qu'on respire aujourd'hui. Nous n'avions pas imaginé il y a un an que nous verrions la marée irrésistible de la révolution déferler en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Et nous n'aurions jamais pensé que la deuxième Université d'été d'Izquierda Anticapitalista aurait pour devise : « la révolution est possible ». Ou que nous nous serions mis à hurler Plaza del Sol à Madrid, Plaza de Catalunya à Barcelone ou sur tant d'autres places de l'État espagnol : « La révolution commence ici aujourd'hui ».

Depuis le début du mouvement des Indignés du 15 mai jusqu'à aujourd'hui, ce qui est arrivé est une véritable rébellion sociale. Une rébellion qui met la classe politique et le pouvoir financier au cœur de la cible, en leur indiquant que « nous ne sommes pas des marchandises dans les mains des politiciens et des banquiers ». Une rébellion qui montre que nous ne paierons pas une crise qui n'est pas la nôtre et qu'il est à la fois nécessaire et urgent d'avoir « une vraie démocratie maintenant ». Aujourd'hui, le mouvement a dépassé toutes les attentes. Et nous pouvons dire que nous sommes au début d'un nouveau cycle de luttes. Le mouvement a été en mesure de rassembler une grande variété de personnes, occupant les places et propageant le malaise social dans les quartiers. Et maintenant, luttant contre les expulsions qui touchent des milliers de personnes dans l'État espagnol. Les réductions budgétaires, en particulier dans la santé, ont également été visées. Et nous avons eu un été chaud... avec des manifestations devant des hôpitaux et des centres de soins de premier niveau pour empêcher leur fermeture. Le mouvement a politisé la société. Il a fait avancer le discours politique et la prise de conscience de larges secteurs de travailleurs et de la jeunesse. Il nous a libérés du *Matrix* de tous les jours qui nous empêche de voir la réalité telle qu'elle est, la prison virtuelle formée par l'idéologie du capital et sa consommation irrépressible. Personne ne s'attendait à une telle démarche qui a émergé brutalement, de manière intempestive, comme disait notre camarade Daniel Bensaïd, en prenant des aspects surprenants et en inventant de nouvelles formes d'action.

Il se peut que la victoire à droite aux prochaines élections générales du 20 novembre soit inévitable, mais le pays que trouvera la droite ne sera pas un pays paralysé par la peur et le découragement... bien au contraire. La droite trouvera un pays qui résistera dès le premier jour aux mesures qu'elle prendra. Cette montée de la mobilisation sociale coïncide avec une offensive majeure du néolibéralisme. Et les attaques que nous subissons sont de plus en plus brutales. Dans le gouvernement espagnol, Zapatero a cédé aux intérêts des patrons et de la finance et c'est le programme de la droite qu'il est en train d'appliquer. Zapatero a annoncé par surprise la semaine dernière une réforme expresse de la Constitution, afin de « limiter le déficit public », cédant aux exigences de Merkel, Sarkozy et des marchés. Une réforme concoctée avec la droite qui revient à constitutionnaliser les coupes budgétaires et les plans d'ajustement. Et qui est une très grave atteinte aux droits sociaux pour l'avenir. Avec cette réforme, nous aurons des « ajustements budgétaires permanents » à la demande des patrons. Encore un exemple du détournement de la politique par les puissances économiques et financières et de la subordination des intérêts collectifs aux privilèges de quelques-uns.

Au lieu de constitutionnaliser la maîtrise des coûts, pourquoi ne pas interdire constitutionnellement le néolibéralisme? Pourquoi ne pas interdire les coupes budgétaires et les

privatisations?

L'État permet le libre marché lorsque cela intéresse les entreprises mais intervient dès qu'elles en ont besoin. En résumé, la recette est toujours la même : les pertes sont socialisées tandis que les profits demeurent privés. On pourrait dire que l'État agit comme Robin des Bois, mais un Robin des Bois réactionnaire... qui vole d'abord l'argent aux pauvres pour le redonner ensuite aux riches.

En outre, au moment où le mouvement des Indignés demande une réforme de la loi électorale dans le sens d'une proportionnalité et d'une ouverture accrues, les principaux partis ont fait leur propre réforme électorale, en catimini, il y a quelques mois. Une réforme qui comporte une nouvelle disposition : les partis non représentés au Parlement ne pourront se présenter que s'ils recueillent les signatures de 0,1% de l'électorat de chaque circonscription. Cela revient à collecter 35 000 signatures en une vingtaine de jours sans même savoir quelle sera la méthode de validation, qui est annoncée comme très stricte. Assurément, il est clair qu'ils ne veulent pas voir l'émergence de nouvelles alternatives politiques en dehors des partis traditionnels qui ont passé des décennies à se partager le pouvoir. Ils se réservent le droit d'admission, en cherchant à transformer les élections en une sorte de Rotary Club select, qui n'impose qu'une seule exigence pour y adhérer : avoir de l'argent.

Les réductions budgétaires décidées dans l'État espagnol et les mesures prises par le gouvernement Zapatero ne sont pas un cas isolé mais font partie d'une stratégie européenne pour mettre fin aux droits sociaux. Une stratégie qui cherche à réduire au minimum le modèle appelé « social européen ». Et son objectif est clair : assurer la compétitivité des entreprises européennes au sein de l'économie mondiale. Une stratégie visant à infliger une défaite historique au mouvement ouvrier et à renforcer les mécanismes de domination de classe. Aujourd'hui, nous formons une véritable « Europe sociale » qui exige une réponse à l'échelle continentale. Le mouvement des Indignés a proposé la date du 15 octobre comme une journée de mobilisation mondiale.

Le début des combats en Grèce, et maintenant au Chili, la rébellion du peuple d'Islande, le processus en cours en Afrique du Nord... font de l'internationalisme, plus que jamais, une double nécessité morale et stratégique. Le capitalisme est mondial et la crise qu'il engendre aussi. Et notre réponse doit être globale, internationaliste et solidaire. Et être internationaliste, comme le disait le Che, c'est « ressentir comme sienne toute injustice commise n'importe où dans le monde. » C'est ainsi que nous aussi les ressentons.

Intervention d'Esther Vivas, Izquierda Anticapitalista (Gauche anticapitaliste), au meeting de l'Université d'été du NPA
Traduction Jacques Radcliff



Esther Vivas. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

GRANDE-BRETAGNE

Un mois après les émeutes, une victoire contre les fascistes et la répression

À Tower Hamlets, les racistes de l'EDL ne sont pas passés

Le syndicat des tramino¹ avait prévenu : « si les racistes de l'English Defence League² entrent dans les stations de métro pour aller manifester, nous les fermerons et arrêterons les trains ».

Et ce samedi 3 septembre, c'est ce que les tramino ont fait. Grâce à une forte mobilisation des organisations politiques et antifascistes, des syndicats et des associations locales, les 600 « thugs » (nervis) fascistes de l'EDL n'ont pu défilé dans le quartier de Tower Hamlets, un quartier populaire et multi-ethnique de l'est de Londres.

La présence policière a certes été massive mais celle-ci n'avait jusqu'à présent pas empêché l'EDL de se répandre dans les centre-ville pour en chasser les « terroristes islamistes », c'est-à-dire semer la terreur dans la population musulmane, comme à Bradford ou Stoke-on-Trent en 2010.

La mobilisation antifasciste a cette fois passé un cap

À la suite de la demande d'interdiction du défilé de l'EDL, toute manifestation avait été interdite dans le quartier de Tower Hamlets... pour le mois à venir !

Les associations et la gauche radicale ont immédiatement condamné cette décision comme une tentative de cadenasser toute expression politique dans le quartier sous prétexte de maintien de l'ordre.

L'utilisation de l'extrême droite par le gouvernement, en vue de s'attaquer aux droits politiques des populations pauvres, ne pouvait être plus transparente.

L'extrême droite, produit de l'austérité conservatrice et de la capitulation social-libérale

Depuis les émeutes qui ont éclaté dans plusieurs quartiers et villes en août, les quartiers populaires sont soumis à une

surveillance et à une discrimination insupportables.

La tuerie d'Oslo dont le responsable avait des liens étroits avec l'EDL, ainsi que sa localisation, donnaient une portée symbolique forte à ce défilé.

Les émeutes ont donné l'occasion au « club des millionnaires »³ de montrer qu'il était décidé à garder la population sous contrôle et qu'aucun débordement ne serait toléré.

Pour faire payer la crise aux travailleurs britanniques, le gouvernement Cameron a mis en place des mesures d'austérité et de coupes budgétaires sans précédent. Il est considéré comme le plus dur et le plus répressif depuis Thatcher.

L'extrême sévérité des peines de prison infligées aux émeutiers et à leurs proches rappellent l'Angleterre victorienne où la pauvreté était considérée comme une tare congénitale que seule une répression féroce ou une compassion religieuse sélective pouvaient traiter.

Convoqué par Cameron à une session extraordinaire de la chambre des Communes, Ed Miliband, que l'on avait hâtivement présenté comme « Red Ed »⁴ quand il a été élu à la tête du Labour en septembre 2010, a-t-il dénoncé cette criminalisation de la pauvreté ? Pas plus qu'il n'a rappelé que les véritables pillards sont les capitalistes et spéculateurs que l'État britannique, sous les travaillistes puis les conservateurs, a été le premier en Europe à renflouer par des milliards de deniers publics. Le dirigeant travailliste a non seulement emboîté le pas de Cameron, mais il a même dépassé son concurrent conservateur dans la course à la « loi et l'ordre ». Ed Miliband a exigé de contrôler à l'unité près le nombre de policiers déployés par les conservateurs dans les quartiers populaires, tout en saupoudrant sa matraque d'une poignée de talc « social », et d'une autre appelant à la responsabilité « du sommet jusqu'en bas » de la société britannique.

En 30 ans, le Parti travailliste s'est vidé de sa substance militante. Il ne dispose plus des relais dans les quartiers

populaires lui permettant de contenir les révoltes. Quant aux marges de manœuvre économique qui permettraient une relative redistribution et donc maintiendraient un semblant de paix sociale, elles ont aussi disparu.

Avec la crise économique, toute l'architecture idéologique et économique du social-libéralisme s'effondre. Le seul recours envisageable pour les partisans d'Ed Miliband, même dans l'opposition, est donc l'utilisation de la répression.

Le mirage blairiste de la croissance éternelle s'est évaporé. La libération du business et des marchés n'a jamais produit la justice sociale promise par les « modernisateurs » et a accéléré la polarisation de la société. Dans les années 1990, les néo et sociaux-libéraux ont promis l'avènement d'une « nouvelle Grande-Bretagne », celle-ci est en train de revenir au XIX^e siècle. Les groupes fascistes comme le British National Party, et plus récemment l'EDL, s'engouffrent dans cette brèche dont la gauche radicale est encore trop faible pour bénéficier.

À l'exaspération des victimes de la crise, le gouvernement Cameron a répondu par la férocité de classe et la stigmatisation. Mais s'il a pu rétablir le calme dans les rues des quartiers populaires d'Angleterre, celui-ci sera de courte durée.

La prochaine fois, le sentiment d'injustice s'ajoutant aux inégalités sociales fera exploser la colère plus fortement encore. Contrairement aux racistes de l'EDL qui s'en prennent aux plus vulnérables parmi les victimes de la crise, le défi sera alors de viser vers le haut, où se trouvent les véritables responsables du désespoir social.

Fred Falzon

1. National Union of Rail, Maritime and Transport Workers (RMT)
2. Ligue de Défense Anglaise
3. Nom donné au gouvernement Con-Dem qui compte 23 millionnaires sur 29 membres dans ses rangs.
4. Ed le rouge.

PORTUGAL

Sortir du capitalisme, expliquer la crise et exiger la démocratie

À Portugal, le gouvernement Socrates (PS) a présenté trois plans d'austérité pour réduire la dette publique. Ces plans se composaient de lourdes réductions dans les salaires du personnel des services publics, d'augmentation des impôts de la TVA ou des impôts sur les revenus et des coupes dans les services publics et l'aide sociale. Ces plans d'austérité ont entraîné une récession encore plus brutale, la hausse du chômage, et ont échoué à atteindre les objectifs fixés pour le déficit. Le Bloc de gauche a présenté une motion de censure au Parlement, arguant que ce gouvernement n'avait aucune légitimité pour gouverner. Cette motion de censure a été rejetée par la droite, mais quelques semaines après, quand le gouvernement de Socrates a été obligé de présenter un quatrième plan d'austérité, la droite a voté contre et, par la suite, le gouvernement a démissionné. Pendant la période électorale, deux jours après une réunion avec les présidents des principales banques, le gouvernement PS a demandé l'intervention du FMI. Cet épisode a clairement montré qu'allait payer la crise des banques et pour qui le PS gouvernait. L'entente avec le FMI a été signée par le PS et les partis de droite. Les mesures antisociales telles que l'attaque des allocations chômage et des retraites, la réduction des services publics et les changements dans les lois sur le travail, ont été légitimées par une intense campagne de propagande

basée sur la peur et l'aspect inévitable de ce choix. Les élections générales du 5 juin ont eu comme vainqueur un gouvernement de coalition libérale-conservatrice de droite (PSD/CDS), qui a promis d'aller au-delà du plan du FMI, en particulier en ce qui concerne la réforme des lois sur le travail qui va augmenter l'insécurité de l'emploi et la précarité. En outre, ce nouveau gouvernement a déjà annoncé la réduction de 50% de la prime de Noël de tous les salariés portugais, et a fait augmenter les impôts, contribuant ainsi à la récession économique.

Dès la première heure, le Bloc de gauche s'est engagé, dans la rue mais aussi au Parlement, à expliquer la crise et à lutter contre le chantage de l'inévitable. Résister à ces politiques signifie mobiliser les travailleurs pour refuser les coupes et les politiques antisociales, et aussi présenter des alternatives politiques qui mettent en évidence les contradictions de la politique du FMI. Un de nos apports à la campagne électorale a été l'exigence d'un audit de la dette portugaise et la nécessité de renégocier les taux d'intérêt et les modalités de paiement du prêt du FMI. Nous savons que la lutte pour la transparence et la démocratie est la proposition la plus radicale au Portugal pour résister au chantage des politiques de la dette et des coupes antisociales. Le 24 novembre 2010, nous avons soutenu une grève générale massive qui, pour la première fois depuis la

Révolution de 1974, a rassemblé les deux centrales syndicales pour protester contre les mesures d'austérité. Les militantEs du Bloc de gauche dans le mouvement des précaires ont contribué de manière décisive à la mobilisation du 12 mars 2011 (où plus de 400 000 personnes sont descendues dans les rues à travers le pays contre le chômage et la précarité) en y ajoutant mobilisation et expression politique. Nous étions aussi présents aux Acampadas de Lisbonne et Porto, qui ont rassemblé des centaines de personnes et qui pour beaucoup d'entre eux/elles, ont représenté un réveil politique majeur. Toutefois, l'intervention du FMI, la propagande de l'inévitable et la victoire remportée par la droite aux élections, ont créé un état de démission chez les travailleurs et travailleuses. Le Bloc de gauche portugais s'engage à changer cette démission en indignation et en action.

À partir de septembre, la mobilisation des secteurs syndicaux, du mouvement des travailleurs précaires et de la population en général pourra prendre de l'élan. Le Bloc de gauche s'est engagée à unir ses forces pour que les mobilisations populaires arrivent à entraîner dans la rue non seulement des militants et activistes mais aussi toutes celles et tous ceux qui rejettent les mesures du FMI et des partis qui les soutiennent.

Ricardo Moreira, 29 août, Port-Leucate.

GRÈCE

Vers une grosse mobilisation universitaire

En faisant voter fin août la loi de réforme universitaire par le Pasok, la droite et l'extrême droite unis, la ministre Anna Diamantopoulou a fait coup double. Elle a réussi le premier acte d'un futur gouvernement d'union nationale voulu par l'Union européenne et, bien sûr, à faire adopter les principes d'une université ultralibérale autour des axes suivants : réorganisation des structures (refonte à l'intérieur des départements des différentes sections, avec menace de

suppressions) et des conseils (même plus de semblant de démocratie !), menaces sur le financement et donc sur la gratuité de l'enseignement (à ce jour, les livres de facs sont gratuits), abrogation du droit d'asile universitaire. Pour faire passer ce dispositif de sélection sociale, de répression et d'attaques contre la recherche et l'esprit critique, la ministre a adopté un discours démagogique appuyé sur des sondages complaisants, et le ton est désormais belliqueux.

Pourtant, malgré la frilosité de la direction du syndicat enseignant Posped (à direction Pasok), la mobilisation a commencé très fort : déjà plusieurs grosses manif et plus de 220 départements occupés dans le pays ! Comme l'a montré le cortège étudiant très combatif arrivant samedi 3 au premier rendez-vous des Indignés place Syntagma, la volonté de gagner est massive. Elle a besoin de toute notre solidarité !

A. Sartzekis

Entretien avec Saïdou de la Zone d'Expression Populaire (ZEP)

Alors qu'il se produisait à Port-Leucate dans le cadre de l'université d'été du NPA, Saïdou, MC principal du groupe ZEP, a pris le temps de répondre à nos questions.

Peux-tu nous parler de l'actualité de Zep ?

On est en tournée. Le projet de Zep, c'est d'être sur la route, sur le terrain. Quand nous disons sur scène et dans le disque « sortir de l'invisibilité », ça veut dire porter la parole. Qui d'autres que nous, peut porter notre parole, c'est-à-dire nos revendications, nos critiques, notre colère ? Nous sommes concernés par ce qui nous handicape le plus au quotidien, c'est-à-dire notre condition – arabe pour ma part – dominés, discriminés, « racisés », en France. Ce qui me touche dans ma chair. Je suis fils d'ouvrier, enfant de famille paysanne algérienne immigrée en France, je suis donc aussi de culture politique prolétaire et évidemment que les conditions de vie de nos parents, des chibanis, des travailleurs immigrés mais aussi de toute la classe ouvrière me préoccupent. Cela fait partie de mon combat au nom de ma communauté de destin. Mais c'est vrai que la question raciale me touche beaucoup plus, parce qu'on me rappelle tous les jours que je ne suis pas le bienvenu dans ce pays, pas légitime, pas crédible.

Ce discours rencontre un écho relativement important, votre album et vos passages sur scène sont très bien accueillis en général.

Notre discours peut intéresser des gens. Chaque jour quand je joue, je rencontre des gens qui n'ont jamais entendu de discours qui dénoncent le paternalisme, le néocolonialisme. Mais notre parole n'existe pas dans l'espace politique et médiatique, elle est censurée. On passe dans certains endroits mais, pas forcément accessibles à tous, des petits festivals où les gens n'ont pas toujours le réflexe d'aller. Mais j'ai l'impression de participer à un combat avec d'autres.

Si tu devais écrire en ce moment, au vu de l'actualité, qu'est-ce qui t'inspirerait davantage ?

Tout ce qui se passe dans le monde et arrive à mes oreilles me touche et me préoccupe. J'ai l'impression d'écrire des réponses. Notre discours est reçu, critiqué et provoque des incompréhensions, des rejets, il crée de la colère. Certains se sentent humiliés par mes chansons. Ces retours me touchent. Ça me met en colère de ne pas être compris. Je ne pense pas continuer ce métier longtemps, j'ai peur d'être folklorisé. On est réduit à quelque chose de festif, une animation,

alors que je porte un discours en chanson. Et c'est là que c'est risqué parce qu'une chanson fait aussi rêver, danser, et certains ne viennent chercher que la partie festive.

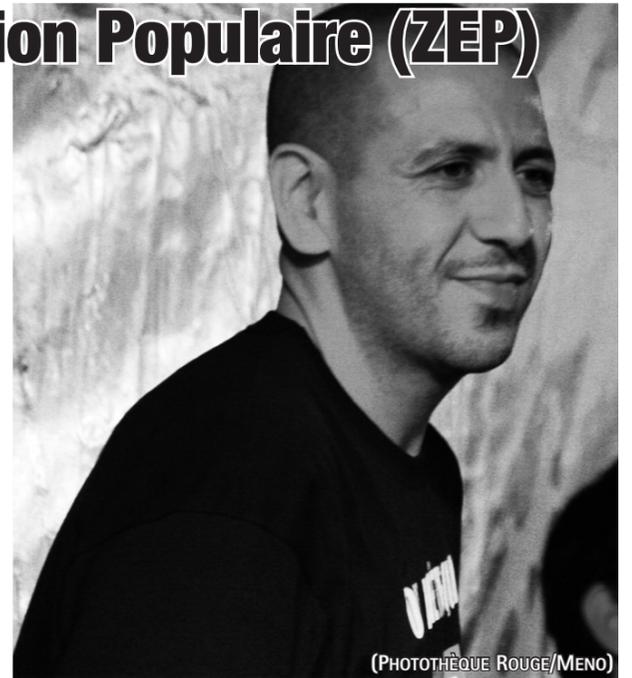
Dans votre album, tu as samplé les sons de certaines manifestations. En concert, tu fais reprendre à ton public les slogans de nos mouvements. Cela montre un réel ancrage dans le mouvement social et politique de ZEP...

J'ai toujours peur de voler la vedette aux vrais héros à ceux qui méritent les honneurs. Je ne suis pas un porte-parole de luttes mais je suis nourri de ça. Mon énergie j'ai été la chercher, par exemple, chez les sans-papiers de Lille. Pas seulement dans les manifs mais aussi dans les réunions, avec leur histoire, leur discours, leur courage. Les sans-papiers ont une histoire, une identité politique, ils ne sont pas que des sans-papiers. Ils viennent du Sénégal, d'Algérie, du Maroc, c'est un acte politique pour beaucoup d'être là, de défendre leurs droits, d'exiger des papiers... Ces gens-là t'apportent une vision du monde différente, un regard d'ailleurs. Ça fait du bien. Ça te nourrit, te donne du courage, de l'énergie. Je leur dois beaucoup, mais c'est comme ceux qui luttent pour la Palestine. Mes références politiques viennent des sans-papiers mais aussi de Palestine où je me suis rendu... Il a fallu que j'aie rencontré, que je me déplace, que je voyage, mais ce n'est pas donné à tout le monde, il est difficile de sortir de son quartier, on n'a pas toujours les moyens.

Vous avez été la cible ces derniers mois d'une campagne identitaire, raciste et islamophobe qui cherchait, notamment, à faire annuler vos concerts. Comment l'analysez-vous ?

L'Europe se fascise de plus en plus. Pour eux, les identitaires, il s'agit de mobiliser. Dans ce cadre-là, on leur sert d'outil : ils ont besoin de gens comme nous pour faire peur. Ainsi, ils ont décidé de faire de nous un exemple. Régulièrement quand on joue, ils appellent à nous faire taire : en menaçant la salle qui nous reçoit de venir foutre le bordel ou en nous menaçant directement nous et notre public. Par ailleurs, des choses extrêmement islamophobes et racistes circulent sur internet...

Des rappeurs qui critiquent la France sans concession : nous sommes



(PHOTO THÈQUE ROUGE/MENO)

une cible parfaite. Quand on a sorti notre projet, des gens de tous bords ont eu les poils hérissés sur ce qu'on pouvait raconter. Même certains de nos alliés qui se considéraient comme moteur, porte-parole de l'antiracisme, quand on leur dit que nous le racisme on le vit et qu'on a la méthode pour lutter contre, ça peut déranger, jusqu'à l'extrême gauche.

Il y a des « camarades » d'extrême gauche qui ont changé de position quand ils ont vu que les néonazis avaient le même genre de critiques avec les mêmes arguments ! Dommage d'en arriver là ! Maintenant, on devient un outil antifasciste. Mais moi, je n'ai pas envie d'être un outil antifasciste, je me bats pour l'égalité d'abord. S'il y avait l'égalité, je pense qu'il n'y aurait pas de fascisme. Ce ne sont pas les néonazis qui décident s'il y a l'égalité ou pas dans ce pays, c'est nous tous.

Propos recueillis par Mary Sonet

Là-bas, il y était...

Daniel Mermet, qui présente sur France Inter l'émission Là-bas si j'y suis, a participé à l'Université d'été. Il animait un débat sur le journalisme militant.



(PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)

« Oui, il existe des journalistes militants. Bernard Guetta, par exemple, est un journaliste militant, chaque matin sur France Inter. »

En effet, et on pourrait en citer d'autres, comme Éric Zemmour ou Jean-Marc Sylvestre. Mais plus sérieusement, pour Mermet, on ne peut parler de journalisme militant, mais plutôt de journalistes engagés, dont il fait assurément partie, tout comme François Ruffin qui a lancé *Fakir*.

Car contrairement à ce qu'on apprend dans les écoles de journalisme, l'objectivité n'existe pas. « Pour citer Godard, on peut dire que l'objectivité à la télévision, c'est cinq minutes pour les juifs et cinq minutes pour Hitler. »

Ce qui n'empêche pas qu'il est nécessaire de débusquer l'idéologie. Ainsi, les mots sont importants et lorsque les journalistes parlent du « conflit israélo-palestinien », cela a un sens, cela signifie en creux qui nous sommes en face de deux camps qui auraient le même poids, la même force de frappe et la même responsabilité dans la guerre.

Mais le constat est quand même le discrédit qui pèse sur les journalistes avec un taux de confiance dans la presse qui est très faible. La question récurrente est alors pourquoi les journaux relatent-ils tous les mêmes

informations ? Donnent-ils toujours la parole aux mêmes chroniqueurs ? Et toujours plus aux représentants de la bourgeoisie qu'à ceux des travailleurs ?

L'énorme concentration qui existe dans les médias français n'y est évidemment pas pour rien. Tout comme le poids des annonceurs capables de couper les vivres aux titres qui seraient trop critiques. Mais il faut aussi noter l'autocensure que s'imposent les journalistes eux-mêmes. Parfois parce qu'ils sont dans une situation précaire, parfois parce qu'ils savent que leur article ne passera pas s'il n'est pas dans la « ligne ».

Sans oublier que les directeurs de journaux, les rédacteurs en chef ont souvent une idée précise de ce qui intéresserait les lecteurs... Et c'est bien ce que l'on voit s'afficher année après année à la une des hebdomadaires : l'immobilier, les francs maçons et les inévitables régimes au printemps ou le sexe en été.

Mais Mermet l'a également rappelé, ces gens-là se trompent souvent. Et alors que l'ensemble des éditorialistes pensaient que le Traité constitutionnel européen serait plébiscité, une forte majorité de la population s'est exprimée contre.

De la même manière, ils ne peuvent comprendre pourquoi une émission comme *Là-bas si j'y suis* fonctionne. Et pourtant, il a notamment reçu à plusieurs reprises Daniel Bensaïd venu y exposer l'actualité du marxisme.

Lorsque l'émission a été menacée, une pétition a été lancée et a recueilli des milliers de signatures. Résultat, un changement d'horaire avec une programmation à 15 heures qui devait aboutir logiquement à sa disparition. Ce n'est pas ce qui est arrivé et l'émission se porte toujours bien.

Au grand plaisir des quelque 200 personnes qui ont assisté au débat et étaient pour la plupart des auditeurs attentifs.

Dominique Angelini

Critique anticapitaliste des médias et propositions de rupture

Pour la commission médias du NPA, fondée en 2009 dans la foulée du congrès fondateur, l'Université d'été 2011 a permis non seulement de faire connaître ses analyses aux militantEs du NPA, de nouer des liens avec d'autres commissions nationales et d'avancer dans l'élaboration de propositions de rupture avec l'ordre médiatique actuel. Nous avons pu ainsi animer ou co-animer trois ateliers sur la durée de l'université d'été.

Un premier atelier, organisé conjointement par la commission médias et la commission quartiers populaires (QP), a pris la forme d'un ciné-club avec la projection, devant plus de 85 camarades, d'un documentaire intitulé *La tentation de l'émeute*. Ce film réalisé en 2010 pour Arte, et dont le sociologue Marwan Mohammed est à l'origine, permet de donner la parole aux jeunes d'un quartier de Villiers-sur-Marne qui ont participé aux révoltes de 2005. À rebours d'émissions comme *Zone Interdite* (M6) ou *Le droit de savoir* (TF1) dans lesquelles les journalistes embarqués dans

les voitures de police nous livrent une vision guerrière des cités, le film permet aux habitants – et particulièrement aux jeunes hommes – de nous livrer la vision qu'ils se font de leurs quartiers et de leurs conditions d'existence.

Un second atelier, toujours en collaboration avec la commission QP, a été animé par le sociologue Saïd Bouamama ainsi qu'un membre de l'équipe d'animation d'Acrimed¹. Il s'agissait de poser la question de la contribution spécifique des grands médias à la stigmatisation des habitants des quartiers populaires, particulièrement celles et ceux issus de l'immigration postcoloniale. Conjointement avec le pouvoir politique, les grands médias ont en effet – depuis une trentaine d'années – construit le « problème des banlieues » autour de deux axes : l'insécurité (ou la délinquance, les trafics, etc.) et l'immigration (ou le communautarisme, l'islamisme, etc.). À coup de reportages récurrents et d'articles souvent sommaires, une image des quartiers populaires a ainsi été imposée, qui se caractérise par deux traits spécifiques :

– elle est détachée des mécanismes généraux qui produisent l'inégalité sociale, le chômage de masse, les discriminations racistes, le mal-logement et la ségrégation urbaine.

– Elle se fonde sur le couplage idéologique entre la représentation traditionnelle des classes populaires comme « classes dangereuses » et une imagerie coloniale réactivée pour produire le sentiment d'une altérité radicale

entre un « eux » et un « nous ».

Un troisième atelier, animé par des membres de la commission (une journaliste militante au SNJ-CGT, deux militants d'Acrimed et un ouvrier du Livre), cherchait à déterminer en quoi consiste une critique anticapitaliste des médias et à discuter avec les militantEs présentEs un ensemble de propositions élaborées par la commission. Ces pistes doivent nous permettre de proposer un programme clair et radical sur la question des médias, pour le populariser lors de l'élection présidentielle de 2012 et au-delà. Un certain nombre de propositions ont émergé : l'abolition de la concentration dans les médias avec l'interdiction pour un individu ou un groupe privé de posséder plus d'une entreprise de presse, la renationalisation de TF1 (que le PS ou le FdG se refusent à exiger), la création d'un véritable service public des médias financé uniquement par des fonds publics pérennes (excluant la publicité mais pas la taxation des revenus publicitaires), la mise à disposition de tous les partis politiques de moyens leur permettant de publier un journal quotidien, ou encore la suppression du CSA auquel serait substitué un organisme démocratique des médias, géré par les salariés du secteur et les usagers.

Léo Carvalho et Julien Sergère

1. Acrimed (Action-Critique-Médias) est une association qui porte, depuis sa fondation en 1996, une critique radicale des médias (www.acrimed.org).

TUNISIE-ÉGYPTE Comment ne pas se faire confisquer les révolutions ?

Quelle est la situation en Tunisie et en Égypte ? Quels sont les enjeux ? Quels sont les obstacles à la poursuite du processus révolutionnaire ? Nous retranscrivons ici des extraits des interventions de Alhem Belladj pour la Tunisie et de Mélanie Souad, pour l'Égypte.

En Tunisie, le Conseil de protection de la révolution a été remplacé par la Haute Instance de protection de la révolution et de transition démocratique qui est là pour casser l'élan révolutionnaire. Non seulement elle a fait éclater le Conseil de protection de la révolution mais également le Front du 14 Janvier. La constituante était prévue pour le 24 juillet, mais rien n'a été fait pour qu'elle soit faite à temps, tout a été reporté au 23 octobre. Il y a des revendications populaires et démocratiques urgentes, notamment au niveau de la magistrature, de l'économie et des médias. La demande de procès des anciens responsables est présente. Or pour cela, il fallait une réforme en profondeur de la magistrature. Jusque-là, ce qui a été fait est nettement insuffisant. Lors des procès, des ministres ont été acquittés, Ben Ali a été condamné pour trafic de drogue, et le général Seriaty pour fabrication de passeports... Voilà la réalité, on n'a pas eu de procès digne de ce nom. Les médias [...] restent sous le monopole de l'argent sale, plusieurs chaînes de télé sont directement liées à l'ancien pouvoir. L'économie, c'est aussi le droit au travail, à une vie digne, et là il n'y a rien. Les petites réussites sont les mouvements de salariés dans quelques secteurs. On a réussi à interdire l'exploitation majeure dans la sous-traitance, par exemple, ou des améliorations pour les fonctionnaires. Mais au niveau des choix politiques, il n'y a rien. La vie est de plus en plus chère, les mesures pour les jeunes chômeurs sont insuffisantes. Il y a surtout un renforcement des liens avec l'impérialisme international. Par exemple, la dette tunisienne, dont une grande partie payée par les Tunisiens, est allée dans les poches de la corruption. Ensuite, les accords, en particulier avec l'Union européenne, sont complètement en défaveur de la Tunisie et ne remettent pas en cause les anciens rapports, au contraire.

Est-on dans une phase de reflux du mouvement ? La rue, les transports en commun, les cafés sont devenus les scènes de meetings politiques du quotidien : tout le monde commente, se positionne et débat à son niveau de l'actualité politique. Les associations et les partis politiques se multiplient, accueillant des hommes comme des femmes. De l'autre côté, le Conseil suprême des forces armées (CSFA), tout en préservant ses intérêts, veille à montrer aux puissances et aux bourgeoisies égyptiennes comme étrangères, sa volonté de maintenir l'Égypte dans cette stabilité : répression des mouvements sociaux, maintien de la politique économique et du lien aux États-Unis, usage de la division communautaire, torture et terreur. La conception militaire du pouvoir qui a prévalu depuis 1952, se rétablit spontanément dès que le mouvement de masse lui en laisse la place. Cependant, si les occupants de Tahrir ont mis leur confiance en l'armée pour assurer la transition démocratique, ils ont su réagir par des manifestations de masse lorsqu'il leur est apparu clairement que le CSFA ne jugerait pas les cadres de « l'ancien régime » sans pression populaire. Le temps n'est pas au reflux, le mouvement de masse reste un acteur central, nous assistons à des oscillations d'un mois sur l'autre. Alors que les prix continuent d'augmenter, le gouvernement n'a accordé que la moitié du salaire minimum demandé, qui avait pourtant été calculé en fonction des besoins vitaux d'une famille. Face à la

Les femmes ont beaucoup participé au processus révolutionnaire. Il y a aujourd'hui deux aspects. L'un est l'avancée de leurs droits. Avec la Haute Instance, on a au moins permis d'imposer la parité. Mais pour les questions spécifiques, la situation reste difficile, notamment pour abolir les lois discriminatoires. La question du statut personnel hérité de 1956 a été posée aux partis. Devant la pression féministe, féminine et de certains partis, le gouvernement a traité la question de l'élimination de toutes les formes de violences.

Quelle type de révolution est la révolution tunisienne ? Une révolution démocratique ? Socialiste ? C'est un débat classique au sein de la gauche tunisienne. En ce qui concerne l'auto-organisation, les conseils régionaux et locaux de protection de la révolution restent, mais leur coordination n'émerge pas réellement et n'est pas à la hauteur des attentes pour contrecarrer la marche de la contre-révolution. Il y a eu très peu de comités d'auto-organisation, essentiellement après la révolution, dans certaines entreprises qui appartenaient aux familles qui avaient déserté... Il y a eu quelques initiatives, des occupations, surtout dans les fermes, dans le cadre de la réforme agraire. Depuis la révolution, l'UGTT est devenue très volontaire, contrairement aux débuts, où



Alhem Belladj et Mélanie Souad. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/DR)

poursuite de la dégradation des conditions de vie, nombreux sont ceux qui se demandent à quoi a servi cette révolution. Cela va se traduire par des mobilisations, et là, impossible d'y répondre sans rompre avec la « stabilité ».

Les islamistes vont-ils être les gagnants du mouvement du 25 Janvier ? L'audience des salafistes et des Frères musulmans n'est pas une nouveauté. Pendant le mouvement du 25 janvier, les Frères musulmans ont démontré qu'ils préféreraient une place dans le système à un changement radical. Solidaires du CSFA dans la politique autoritaire, ils démontrent n'avoir ni la volonté ni les leviers pour changer en profondeur les méthodes de gouvernement (répression et terreur), corollaires de la situation sociale. Les Frères musulmans et autres forces islamistes (notamment le parti al-Nour, et les Gamaat islama) pourraient bien faire de bons scores aux élections de cet automne, voire avancer sur leurs ambitions de moralisation islamique de la société, sans que cela n'affecte les rapports de forces réels et les dynamiques profondes de contestation qui animent l'Égypte. Pour remettre en cause l'influence de l'islamisme dans la société, le meilleur moyen

elle souhaitait cacher et contrôler les luttes sociales, en attendant d'assurer la transition démocratique à travers l'Assemblée constituante. Le Front du 14 Janvier a rassemblé les forces révolutionnaires et radicales. Mais sa charte n'était pas très claire, notamment concernant le type de gouvernement souhaité. Les forces révolutionnaires étaient faibles, mais elles auraient pu s'allier avec les forces sociales pour aller vers un gouvernement populaire et ouvrier. Mais ça n'a pas été un mot d'ordre au sein du Front parce que, pour certains, il fallait réaliser l'étape démocratique avant la phase sociale et révolutionnaire. Le Front comportait aussi des nationalistes qui n'avaient rien à y faire. Il a rapidement éclaté, d'abord à cause de la Haute Instance, mais aussi à cause des alliances pour la préparation de la Constituante. Le gouvernement Essebsi contrôle tout, malgré les instances indépendantes qui organisent les futures élections. Les médias, l'argent politique, l'absence d'unité de la gauche va amener essentiellement les islamistes et les libéraux. On a viré le RCD par la porte, mais il est revenu par la fenêtre. Malgré la Haute Instance, l'argent est incontrôlable : un parti que personne ne connaît peut être présent partout à la télé, dans la rue, à l'aéroport, parce qu'il a de l'argent, même s'il n'a ni base sociale ni projet de société.

La LGO a été présente partout durant le processus révolutionnaire : nous avons été les coordinateurs essentiels des mobilisations à la Casbah, nous étions très présents au niveau syndical, avec les jeunes... On a plus de dirigeants que de base pour le moment, parce qu'on est en train de se construire. On a débattu sur la participation ou non à la Constituante. On a décidé d'y participer tout en dénonçant ce qu'il se passe et en travaillant les illusions sur la constitution considérée comme une solution pour les opprimés. **Alhem Belladj**

reste la lutte sociale où les solidarités de classe s'expriment, et où l'action collective prime sur la morale comme moteur du changement. L'enjeu est de créer un pôle capable de défendre un projet d'émancipation tout en défendant politiquement la centralité du mouvement de masse dans le changement.

Où en sont les luttes sociales et le mouvement ouvrier ? Le mouvement du 25 Janvier et les grèves qui ont conduit à faire basculer Moubarak (débutées quatre jours avant sa chute) s'inscrivent dans un cycle long de contestation sociale ouvert au début des années 2000. Au sein de ce cycle le nombre de grèves s'est réduit après le 11 février, cédant la place à un intense mouvement d'organisation dans les syndicats indépendants. Ces derniers sont confrontés à des difficultés parmi lesquelles la permanence du syndicat officiel dans les lieux de travail malgré la condamnation de son comité directeur dans la vague des procès de l'été. On ne peut que souhaiter la coordination et l'auto-représentation des mobilisations de travailleurs dans des syndicats indépendants, mais les luttes ouvrières auront lieu de toutes façons et, après un été manifestant, c'est un automne gréviste qui s'annonce. **Mélanie Souad**

« Les révolutions font émerger ce qui est beau dans la vie »

Entretien avec Ghayath Naisse, Syrien présent à l'Université d'été. (Extraits)



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Peux-tu nous parler du vernis anti-impérialiste du régime de Bachar ?

Il n'y a plus de vernis depuis longtemps ! [...] Le seul objectif du discours est politique, il est de survivre dans une région changeante et instable et convoitée par de nombreuses puissances.

Quel est le rôle des femmes aujourd'hui ?

Les révolutions font émerger ce qu'il y a de moche mais aussi ce qui est beau dans la vie. Ça régénère la culture, l'art, le chant, la conception de la vie, le rapport de solidarité. [...] Par exemple, l'intégrisme n'existait pas. Les slogans étaient superbes, démocratiques, non confessionnels, c'est vraiment des slogans de la révolution. C'était ouvert à n'importe qui, au copain de gauche, laïc et athée, aux copines qui étaient découvertes, parfois extravagantes. Mais ils étaient là et on leur donnait le micro pour dire le slogan, le mot d'ordre qu'ils voulaient. Le régime a envoyé l'armée [...]. Il y avait tellement de respect et de solidarité, tous les préjugés sont tombés.

Où en est le mouvement social aujourd'hui en Syrie ?

Que la Syrie aille vers une guerre civile, c'est l'un des scénarios que le régime souhaite. [...] D'ailleurs, ils souhaitent peut-être en attaquant Israël se replier sur la côte pour créer un État [...] c'est aussi l'un de leurs scénarios. Mais ce n'est pas celui de la révolution. Tout le peuple syrien veut une Syrie libre, civile, laïque et démocratique.

Envisagez-vous une remise en cause de la Constitution ?

Ce débat a lieu, pour l'instant on converge tous, les gens de gauche, les démocrates, même les libéraux ou les courants islamistes modérés. Nous faisons partie d'une gauche qui appelle d'emblée à construire les structures populaires de base. [...] Que ceux qui se révoltent gèrent leur vie. On appelle à une Constituante populaire créée par la base. On a un texte de la gauche révolutionnaire en Syrie depuis le mois de juin qui parle de lier la lutte démocratique à la lutte sociale. On appelle ça la gauche de la première ligne.

Une conférence, en Turquie, a donné naissance à un Conseil national. Quel est son poids ?

Cette opposition étrangère constitue un poids supplémentaire à la révolution en Syrie. Ce Conseil national pèse beaucoup mais n'a pas d'effet sur le cours de la révolution ni sur les coordinations locales de terrain. Il n'a pas de prise. Juste un effet médiatique et politique. Le Conseil national est constitué sur un agenda d'une puissance régionale, la Turquie [...]. Mais il n'y a pas une seule chaîne de coordinations. Dans chaque quartier, il y a des responsables locaux. Maintenant il y a des coordinations locales dans chaque ville. C'est un processus.

Peux-tu nous parler des Frères musulmans ?

Leur poids est virtuel. La société syrienne en général est conservatrice. Il y a beaucoup de croyance. Le régime y a beaucoup contribué en instaurant les organisations religieuses. La crise économique a envoyé les gens vers un conservatisme social. Les gens ont commencé à se protéger. Ils meurent de faim mais pensent que Dieu sera là pour les protéger. Ce n'est pas comme en Égypte. [...]

Où en est la gauche syrienne ?

Elle a été écrasée pendant très longtemps. Mais elle a survécu. Le 15 mars on s'est retrouvé devant des partis de gauche tout petits. [...] Avec la révolution, beaucoup de jeunes ont quitté des partis proches du pouvoir pour nous rejoindre. Les conditions sont très difficiles mais on est bien dedans.

Un aspect sur la solidarité internationale ?

L'image de la Syrie va refléter l'image de forces qui étaient actives et dynamiques. Ce message de solidarité de la gauche est important dans la constitution de la conscience populaire. [...] Tous les gens ont besoin d'une étoile polaire. La lenteur de la gauche se paie. Ici c'est important, car on tue. C'est important pour nos militants là-bas.

Propos recueillis par Alain Pojolat et Marc Prunier

La rentrée des anticapitalistes

Depuis trois ans, c'est du côté de Port-Leucate que se passe la rentrée du NPA. Pendant quatre jours, près de 900 participantEs – militantEs, sympathisantEs et leur famille – se sont retrouvés pour préparer une année notamment marquée par les échéances électorales.

N en déplaise aux esprits chagrins, l'université d'été 2011 a encore été un lieu de rendez-vous incontournable en cette rentrée. Succès numérique avec certes un nombre de participantEs en légère baisse par rapport à l'année dernière mais encore un des plus importants dans la gauche de la gauche. Succès politique avec de nombreux invitéEs venuEs notamment de la sphère anticapitaliste internationale, le tout dans un cadre toujours convivial voire festif.

Beaucoup d'articles de presse ont parlé de la « crise du NPA » depuis quelques mois. Cette édition 2011 a donc été la preuve de la vitalité d'un parti, certes en situation difficile, mais bien vivant et plein de ressources. Et l'exercice qui consiste à rendre compte de la globalité de cette université d'été reste mission impossible. Pensez donc : 73 réunions de débats, formation, etc. (réunissant entre 500 et 600 participantEs chaque demi-journée), des « travaux pratiques » en fin d'après-midi, des soirées culturelles avec un spectacle théâtral et des projections, des rencontres avec des auteurs, un grand meeting de rentrée... Dans une relecture tout à fait subjective, arrêtons-nous sur quelques moments incontournables de cette année. Que les oubliéEs nous pardonnent, les choix étaient encore cette année difficiles.

L'écho des révolutions du monde arabe a évidemment eu une résonance particulière du côté de Port-Leucate. En quatre séances, les participantEs ont pu en prendre la mesure. Sans chercher à en faire des modèles achevés, mais en tentant de comprendre et de mettre en perspective les acquis et les difficultés rencontrées, ces séances ont réuni à chaque fois entre 100 et 150 participantEs en compagnie notamment d'Alhem Belladj (Tunisie), Nazar

Abdullah (Irak), Ghayath Naisse (Syrie) et Mélanie Souad (Égypte).

C'est aussi à peu près le même nombre de personnes qui le premier matin sont venues écouter le passionnant Daniel Mermet, journaliste à France Inter. Celui-ci, après avoir exécuté le « journalisme militant » d'un certain nombre de ses collègues relayant les idées des classes dirigeantes, a exposé ses conceptions sur le rôle critique de son métier et la fonction subversive que devrait être celle des médias.

La question de la dette a traversé l'ensemble de l'université d'été. Du premier jour, avec Éric Toussaint (CADTM) et le Groupe de travail économique du NPA qui ont tracé les contours de cette « dette illégitime », au dernier après-midi où ont été débattues par différents économistes et militants les réponses anticapitalistes que peut défendre le NPA, en passant par le « cas d'école » grec avec Giorgos Mitralias (CADTM), le tour d'horizon fut assez complet.

Comme chaque année, la Société Louise-Michel a apporté un vrai plus au programme avec ses nombreux invitéEs sur des sujets généraux (la révolution abordée sous des éclairages divers par François Sabado ou Gus Massiah, des retours multiples sur Daniel Bensaïd avec en particulier Edwy Plenel) ou plus pointu (la représentation artistique de la Commune de Paris, le fait religieux, etc.).

Et si l'on ajoute la présence de nombreux invitéEs français (des débats avec des membres d'Alternative libertaire, des Alternatifs ou du Mouvement des objecteurs de croissance) ou internationaux (notamment de l'État espagnol, d'Italie, du Portugal et même du Bangladesh), on peut dire que les discussions – en toutes les langues – n'ont pas manqué.

Point d'orgue de ces quatre jours, le meeting du lundi 29 août a en premier lieu marqué l'engagement du NPA sur les terrains internationaux : en solidarité avec les révolutions du monde arabe, avec les luttes pour les droits du

peuple palestinien, aux côtés des « Indignés » de l'État espagnol. Il marque aussi la rentrée du parti en mettant en avant la nécessité d'une campagne contre la dette et les politiques d'austérité, comme l'ont développé Christine Poupin et Olivier Besancenot dans leurs interventions. Et bien évidemment, ce meeting s'est conclu par une intervention de près de quarante minutes de notre camarade Philippe Poutou, candidat du NPA à l'élection présidentielle. Un ouvrier candidat pour porter l'ensemble de notre programme anticapitaliste.

Et comme il est plus sympa de finir en chanson, la traditionnelle *Internationale* chantée en fin de meeting a vite laissé la place au son de Zone d'Expression Populaire. Une musique métissée pour pourfendre les politiques racistes, un bon résumé de l'esprit de notre université d'été. Vivement l'année prochaine !

Commission Université d'été



Port-Leucate, le 29 août. Olivier Besancenot, Philippe Poutou et Christine Poupin. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

« L'image que nous avons des pays développés est fausse »

Entretien avec Pathak Lal Golder, militant bangladais de l'organisation paysanne Bangladesh Krishok Federation, invité à l'Université d'été où il a participé à deux ateliers. BKF est une organisation forte de 2 millions de membres et l'une des organisations représentantes de la Via Campesina au Bangladesh. Elle a été fondée en 1976 par des militants paysans défendant les paysans sans terre notamment en organisant des occupations de terre. Depuis 2000, BKF travaille aussi sur les questions de changement climatique et de la souveraineté alimentaire.

Peux-tu nous dire ce que tu as pensé de l'Université d'été ?

Cette UE a été très enrichissante personnellement. C'est la première fois que je viens en Europe et j'ai pu rencontrer ici des militants investis dans des secteurs très différents. Cela m'a permis de comprendre la réalité vécue par les paysans et les ouvriers dans un pays développé comme la France. Au Bangladesh, on a tendance à penser que dans les pays développés les gens sont riches et profitent de la vie. En participant à différents débats et en discutant avec des militants investis dans des secteurs comme les droits des femmes ou l'immigration j'ai pu voir combien l'image que nous avons des pays développés est fausse. Les ouvriers et les paysans, les jeunes, les femmes... ici comme chez nous doivent lutter pour obtenir des avancées.

Deux ateliers ont retenu particulièrement mon attention. Celui sur les luttes paysannes

au Nord et au Sud et l'atelier sur les droits des femmes. En arrivant en Europe je ne pouvais pas imaginer la souffrance des paysans français au travail et le nombre important de suicides de paysans. Au Bangladesh, les paysans sont très pauvres et 70% d'entre eux n'ont pas de terre. Ils n'ont pas de facilités comme l'accès aux soins ou à une bonne éducation mais ils vivent dans un environnement sain avec une nourriture relativement saine. Ici, l'agriculture est ultra mécanisée, la plupart des paysans ont une terre et des facilités mais cela n'empêche pas une grande souffrance au travail. C'est très intéressant d'en analyser les causes. L'autre aspect très marquant pour moi concerne les droits des femmes. Cette question est essentielle pour nous. BKF a créé au début des années 2000 une organisation sœur, la Bangladesh Kishani Federation, qui regroupe les femmes paysannes. Cette organisation parallèle des femmes leur permet de s'investir dans les luttes paysannes sans subir l'oppression patriarcale qui est extrêmement forte au Bangladesh. En venant en France je pensais qu'il n'y avait pas de discriminations sensibles entre hommes et femmes dans un pays développé comme la France. J'ai été vraiment surpris de découvrir qu'à travail égal, les salaires des femmes sont inférieurs de 25% à ceux des hommes. Finalement, au Nord comme au Sud, il faut lutter et être unis pour renverser le capitalisme.

Propos recueillis par Loïc Baron et Danielle Sabai

Bangladesh Krishok federation : www.krishok.org

COMMISSION ÉCOLOGIE ET AGRICULTURE De l'énergie face aux crises

La commission écologie a proposé un cycle consacré aux énergies, avec notamment un état des lieux des possibles en ce qui concerne les alternatives aux énergies émettrices de gaz à effet de serre, la présentation du schéma de sortie du nucléaire en dix ans élaboré par des membres de la commission et enfin un atelier d'échanges à partir de l'interpellation d'un représentant syndical travailleur du nucléaire. À travers des sujets concrets, il est question de nos réponses en matière de transition énergétique liant les services publics et la gratuité, des changements des rapports de production, liant la sobriété énergétique et la conversion de certaines industries sous contrôle des travailleurs et de la population. Nous avons bénéficié de l'apport de notre camarade belge Daniel Tanuro, auteur de *L'impossible capitalisme vert*.

Du côté de la commission agriculture-pêche, le fil conducteur a été la question sociale dans le domaine agricole, avec un angle international. Un atelier en présence d'un syndicaliste bangladais (voir entretien ci-contre) a notamment porté la question de l'organisation des femmes paysannes, de l'accès à la terre et de la souveraineté alimentaire face

au changement climatique ; le lien était fait avec la situation en France sur santé et souffrance dans le monde paysan. En présence d'Esther Vivas (porte-parole de Izquierda Anticapitalista), le second débat a montré comment l'agriculture productiviste est imposée par les politiques agricoles au service des intérêts des multinationales et provoque famines et accaparement des terres. Très suivie également la projection du documentaire *Notre poison quotidien* en présence de la documentariste Marie-Monique Robin a démontré l'enjeu politique fondamental que constitue la maîtrise de la production alimentaire. Le nombre de participants prouve un très grand intérêt sur les questions agricoles et alimentaires et une implantation du NPA dans ce domaine.

Enfin, l'écologie et le rapport au productivisme faisaient l'objet d'une discussion dans le cycle central de cette année « les gauches ». Des invitéEs des Alternatifs et du Mouvement des objecteurs de croissance y sont intervenus. Les échanges ont dégagé des convergences certaines sur la nécessité d'un projet commun alliant anticapitalisme et antiproductivisme et sur l'idée que l'inclusion de

l'écologie donne une dimension stratégique à notre programme, car au-delà de la répartition des richesses, c'est au sujet de la « recette du gâteau » et de « qui tient le couteau » que nous devons proposer et débattre. Les représentants des organisations invitées se sont déclarés disponibles pour donner corps à cette convergence, dans une optique d'indépendance et de critique claire vis-à-vis d'options complaisantes avec le capitalisme vert.

Comme chaque année, nous nous sommes efforcés de construire un programme inspiré de l'écologie sociale, liant les questions environnementales et sociales dans une perspective de transformation révolutionnaire de la société. À défaut d'avoir été perceptibles à tous les niveaux de l'Université d'été, nous estimons que se dégagent des axes de campagne néanmoins incontournables pour les prochaines échéances : la révolution énergétique et la crise alimentaire, axes permettant de faire, là encore, le lien entre enjeux environnementaux et revendications sociales concernant travail, revenu, appropriation sociale et publique des moyens de production et démocratie réelle.

Commission écologie



PROCÈS DES POSTIERS DU 92

Combattons cette condamnation !



Olivier Besancenot et ses collègues condamnés à la sortie du tribunal de Nanterre. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO)

Le verdict est tombé : les quinze syndicalistes sont relaxés pour le délit « d'entrave à la liberté du travail ». Relaxe pour quatre d'entre eux pour le délit de « séquestration », mais les onze autres sont condamnés à 1500 euros d'amende avec sursis pour ce même délit. Parmi ces onze postiers grévistes figurent Olivier Besancenot et les principaux représentants départementaux de SUD et de la CGT. Ce jugement est particulièrement grave et pourra servir de précédent puisqu'il assimile une simple occupation de locaux à une séquestration.

Pourtant, à aucun moment les syndicalistes n'ont séquestré qui que ce soit. Le 10 mai 2010, dans le cadre d'une grève majoritaire dans trois bureaux des Hauts-de-Seine contre le projet « facteur d'avenir », les postiers ont décidé d'occuper la direction départementale du courrier. Leur objectif : ouvrir des négociations avec le directeur départemental après plus de quinze jours de conflit dans les bureaux de Chatillon, Asnières et Clamart. La direction, refusant de recevoir une délégation de grévistes, s'est enfermée dans ses bureaux au troisième étage. Les grévistes ont donc décidé d'occuper le hall du troisième jusqu'à ce que le directeur départemental décide de sortir pour que des négociations puissent avoir lieu.

En fin de journée, treize cadres du service des ressources humaines de La Poste descendent de leurs bureaux au quatrième étage et refusent d'ouvrir les portes qui donnent accès au troisième étage et à la sortie afin d'empêcher les grévistes d'accéder à la direction. Ils préfèrent ne pas utiliser leur pass et donc rester bloqués en compagnie des postiers en lutte. Ils pratiquent de fait une auto-séquestration.

Cette condamnation donne le ton de la rentrée sociale. Elle veut pouvoir servir de jurisprudence en la matière. Il faut d'ailleurs rappeler que cette condamnation se fait sur la seule base d'un constat d'huissiers (sans dépôt de plainte ni enquête de police), alors même que les syndicalistes ont apporté la preuve de la partialité de l'huissier (modification des constats pour ajouter des noms de représentants syndicaux). Mais ce jugement qui peut paraître « clément » au niveau des sanctions pénales, vise à ouvrir la boîte de pandore de la répression syndicale, il s'agit en effet du second effet de cette décision : permettre de sanctionner au niveau disciplinaire (révocation ou licenciement) les syndicalistes trop gênants, mais aussi faire peur à tous les autres.

En effet, la direction tente de désarmer, à quelques semaines des élections professionnelles, une équipe syndicale combative qui a réussi à faire obstacle aux restructurations « facteur d'avenir » dans le département en menant le triptyque assemblées générales,

extension de la grève à plusieurs bureaux et actions. Voilà donc plus de trois ans que La Poste tente sans succès diverses procédures disciplinaires qui pour que ces syndicalistes ne puissent plus exercer leurs mandats syndicaux. Cet objectif n'a pour le moment pas été atteint, puisqu'ils continuent d'intervenir dans les services.

Mais La Poste a déjà lourdement sanctionné plusieurs syndicalistes pour ces mêmes faits. Yann, fonctionnaire et membre du CHSCT départemental pour SUD, est exclu de ses fonctions (il ne peut pas reprendre son poste de travail et est privé de salaire) pendant deux ans dont dix-huit mois fermes. Bertrand, fonctionnaire également et secrétaire départemental adjoint pour SUD, a lui été sanctionné de douze mois dont trois avec sursis. Pour Gaël, contractuel et secrétaire départemental adjoint SUD, l'inspection du travail puis le ministère avaient refusé la demande de licenciement, ce qui n'a pas empêché La Poste de faire appel de ces décisions au tribunal administratif qui n'a pas encore jugé l'affaire sur le fond. Pour Yann et Bertrand, des recours au tribunal administratif sont en cours... il est évident que le verdict du 5 septembre pèsera du mauvais côté de la balance.

Même s'ils ont réussi à maintenir leurs mandats, malgré l'exclusion de leurs fonctions, nous devons prendre la mesure de l'attaque, de la force et des moyens déployés par la direction et cela jusqu'au niveau national. Il faut comprendre cela pour pouvoir répondre à la hauteur des enjeux et des moyens mis en place contre cette équipe de syndicalistes. Cela implique un soutien financier accru, une information la plus large possible de la situation. Il faut aussi préserver le cadre unitaire pour s'opposer à cette répression : appels et rassemblements de soutien. Mais pour que La Poste recule, cela passera inévitablement par une riposte unitaire au sein même de l'entreprise contre les projets de réorganisation qui détériorent les conditions de travail et la qualité de service en supprimant des emplois. Tout en avançant une nécessaire revalorisation de salaires des postiers et postières qui sont parmi les plus bas de l'ancien secteur public (1090 euros net à l'embauche et 1200 net après neuf ans dans l'entreprise). Pourtant les dernières années ont montré que les postiers étaient capables de résister, il est grand temps que toutes ces grèves longues et isolées convergent. Le coup de projecteur porté sur le 92 doit aussi servir à populariser cette nécessité. La journée de grève interprofessionnelle du 11 octobre prochain doit servir à avancer dans cette direction.

Pedro Cine

HOMMAGE

Nous venons d'apprendre la disparition de notre camarade Jean Robert Lerede, victime d'un cancer foudroyant. Ancien attaché de presse d'Olivier Besancenot, Jean Robert était connu des militantEs de la LCR puis du NPA sous les noms de Velveth ou d'Archie. Nous reviendrons dans notre prochain numéro sur sa vie mais toutes nos pensées vont à sa compagne, Claire.

Israël : « le peuple contre l'injustice sociale ». Rien n'y fait. Depuis la première protestation contre le manque de logements abordables le 14 juillet, le mouvement social ne faiblit pas en Israël. La manifestation samedi 3 septembre qui a réuni près de 400 000 personnes est sans précédent. C'est la confirmation que la crise fait ses ravages partout et bouleverse toutes les sociétés. Ce n'est sans doute pas un hasard si ce mouvement inspiré par les « indignés » a aussi vu le jour en Israël : c'est l'une des sociétés les plus inégalitaires au sein des pays développés. Le gouvernement de l'ultra-libéral et ultra-nationaliste Netanyahu continue de chercher des dérivatifs sur le terrain sécuritaire, multipliant les provocations à Gaza, face à l'Égypte et à la Turquie. Mais apparemment cela ne suffit pas. Les manifestants sont certes convaincus pour la plupart du bien fondé de la politique coloniale menée par Israël contre le peuple palestinien. Mais ils sont en même temps de plus en plus nombreux à faire le lien entre les dépenses gigantesques qu'exige cette politique et le manque d'argent pour les besoins sociaux. Non seulement le mouvement de protestation sociale ne faiblit pas, mais il est en même temps source de nouvelles contradictions internes. Un espoir pour que quelque chose change enfin en Israël.

SNCF : la rentrée commence fort ! « Ras-le-bol », c'est le mot qui revient dans toutes les bouches ce lundi 5 septembre sur le piquet de grève devant la gare de la Part-Dieu à Lyon. Ras-le-bol des conditions de travail qui ne cessent de se dégrader, des pressions, du flicage voire du harcèlement des cadres, des salaires qui n'augmentent pas, du manque général de personnel, de la dégradation du statut et de l'augmentation de la précarité, ou encore de l'insuffisance de la formation. Résultat : l'appel à la grève lancé par la CGT est un franc succès : 66% de grévistes à la Part-Dieu (vente, escale, plateforme, manœuvre), et près de 50% à la gare de Perrache. La multiplication des arrêts maladie ces derniers temps aurait pourtant dû mettre la puce à l'oreille de la direction. Mais celle-ci, qui reconnaît la dégradation des conditions de travail, ne propose rien d'autre que... renforcer les contrôles administratifs ! De même,

voyant la contestation monter localement, la direction a proposé de reporter la réorganisation de l'Espace unique de vente (qui implique une forte suppression d'effectifs et une dégradation du service rendu aux usagers) du premier trimestre... au premier semestre 2012. Quelle magnanimité. Les méthodes managériales qui sous-tendent le démantèlement accéléré de l'entreprise publique et sont responsables de l'augmentation de la souffrance au travail ne sont malheureusement pas nouvelles. Pour mémoire, l'actuelle directrice de la branche SNCF Voyage, Barbara Dalibard, n'est autre qu'une ancienne cadre en management chez France Télécom...

Quand Le Maire passe la protection sociale au Karcher. Chargé de la rédaction du programme de Sarkozy pour 2012, Bruno Le Maire annonce dans une interview à l'Express un projet qui « coûtera 0 € au pays... mais très cher aux salariés. Il s'agit d'exonérer encore davantage les patrons du financement de la protection sociale, par les cotisations sociales (une partie du salaire), et d'en reporter la charge, via l'impôt, sur les salariés et les classes populaires. C'est ainsi que Le Maire préconise, quitte à provoquer des remous dans les rangs de l'UMP, de « fiscaliser » les allocations familiales financées actuellement pour 30 milliards d'euros par les cotisations patronales. De même, il propose de réduire encore la part des patrons à l'indemnisation du chômage... en commençant par les cadres pour mieux faire passer la pilule. « L'État ne peut plus se disperser. Il doit aider ceux qui en ont réellement besoin » a-t-il ajouté. Au nom de la lutte contre les « déficits », est ainsi annoncée la fin de droits sociaux fondamentaux pour tous (retraites, soins, éducation des enfants...) financés par les employeurs grâce aux 315 milliards de cotisations sociales (20% du PIB). Un « allègement du coût du travail » qui va rapporter gros aux actionnaires... mais constitue une régression terrible pour les classes populaires. Les déclarations de Le Maire ont le mérite de le dire clairement : le projet de société de l'UMP, c'est le retour au « chacun pour soi », complété par la charité publique ou privée pour les plus pauvres.

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®